

DEUXIEME PARTIE

LE PROCESSUS D'EVOLUTION DE LA REGION DU PLATEAU DU RIO GRANDE DO SUL DE LA FIN DU XIX^e A NOS JOURS, A LA LUMIERE DE L'ANALYSE DE LA COMPLEXITE

La région du Plateau du Rio Grande do Sul s'est métamorphosée plusieurs fois pendant le XX^e siècle. Chaque bifurcation a engendré une réorganisation du système régional. Ses sous-systèmes opérant et décisionnel se sont donc transformés au cours du temps, tant dans leurs compositions que dans les interrelations entretenues entr'eux.

D'abord peuplée par des éleveurs qui ont occupé les zones de champs, la région a été depuis la fin du XIX^e siècle colonisée par des agriculteurs, immigrants ou descendants d'immigrants, allemands et italiens dans leur grande majorité. Les zones destinées à l'agriculture coloniale étaient des zones de forêt. C'est ainsi que le binôme scieries et nouvelles cultures commence à caractériser la région.

Pendant les premières décennies de ce siècle, la surface consacrée à l'agriculture n'est augmentée que grâce à la destruction de la forêt. Les zones de champs, considérées moins fertiles que les zones de forêt, se sont maintenues comme des zones d'élevage. La zone rurale reste ainsi divisée en deux groupes d'activités: l'élevage pratiqué par les grands propriétaires et l'agriculture pratiquée par les colons, petits propriétaires.

Dans les années 1940, cette organisation atteignait ses limites, sa capacité à générer des surplus étant de plus en plus faible. Il n'y avait pratiquement plus de forêt à défricher. Le faible niveau technologique de l'agriculture coloniale ne permettait pas des gains de productivité. La fertilité du sol se dégradait rapidement par sa sur-utilisation vu la petite taille des propriétés et même l'activité de l'élevage bovin se trouvait en pleine décadence. En revanche, au niveau national, des efforts étaient faits pour accélérer le développement économique. Le système régional semblait destiné à rester à l'écart de ce processus de croissance et de modernisation, conformément les analystes de l'époque (tel que J. Roche).

C'est à cette époque qu'un entrepreneur, commerçant à Passo Fundo, et attentif aux politiques agricoles qui préconisaient l'autosuffisance du pays en ce qui concerne

le blé, à travers la modernisation de la culture de cette céréale, fait l'expérience de planter du blé dans la zone de champs. Le résultat est positif et les journaux de l'époque publient beaucoup d'articles sur le fait. Ces articles insistaient sur quelques points essentiels pour le changement de cap de l'agriculture du Plateau. Les propriétés consacrées à élevage étaient beaucoup plus grandes que les propriétés des agriculteurs issus de la colonisation. Cette taille plus importante rendait viable la mécanisation des travaux et l'utilisation d'*inputs* agricoles plus modernes.

Cette expérience, en montrant les possibilités de la conversion des pâturages en cultures, a joué le rôle de "facteur gravitationnel" qui a fait basculer le système dans la direction d'un nouveau système de culture qui a dominé la région pendant quatre décennies.

La bifurcation vers l'agriculture moderne n'a pas été réalisée par les agriculteurs mais par les commerçants ou par les industriels locaux qui disposaient du capital nécessaire pour cultiver les grandes surfaces. Après l'éleveur et le colon, apparaît sur le Plateau une nouvelle catégorie de producteur: le "granjeiro", un agriculteur-entrepreneur qui cultive les surfaces d'environ 400 ha, avec des méthodes modernes, produisant normalement deux types de grains (le blé et le maïs,

d'abord et le blé et le soja, ensuite) destinés au marché national et/ou international. L'acteur-clé de la nouvelle organisation est résolument différent des acteurs de l'organisation précédente.

La réorganisation du système opérant, avec l'émergence de nouveaux acteurs, s'est accompagnée de transformations du système décisionnel régional. Les associations rurales, dominées par les éleveurs, perdent de leur importance. Les coopératives fondées à partir de 1957 par les "granjeiros", sous l'égide du gouvernement fédéral, se substituent aux anciennes associations rurales dans la vie politique et économique de la région. Il faut remarquer que les coopératives sont d'abord formées par des "granjeiros", ce n'est que plus tard que de petits agriculteurs s'y intégreront. L'entrée des petits agriculteurs dans les coopératives du blé a eu, au moins deux effets sur l'organisation régionale. D'un côté, un effet "destruction": les anciennes coopératives mixtes coloniales ont été incorporées dans les coopératives entrepreneuriales. D'un autre côté, un effet "création": les coopératives entrepreneuriales ont dû se transformer afin d'attirer et de satisfaire les nouveaux associés. En étant capables de se réorganiser pour la croissance, les coopératives ont acquis très vite un poids significatif. Vers la fin des années 1960, ces organisations avaient atteint un seuil qui consolidait leur position centrale

tant dans la structure productive que dans la structure décisionnelle de la région.

La modernisation de l'agriculture a eu des effets d'amplification et de consolidation des changements sur l'économie et la société régionales.

La mécanisation, d'abord introduite dans la culture du blé, a créé une demande pour les produits de l'industrie régionale de machines agricoles. L'introduction du soja comme "cash-crop" a accéléré la mécanisation des travaux et la transformation des coopératives en de grands complexes agro-industriels. L'industrie locale, et surtout l'industrie mécanique, a profité de ce processus, en augmentant tant son volume de production que l'étendue de son marché. Dans les années 1980, l'industrie du Plateau est significativement différente de ce qu'elle était trente ans auparavant.

Des changements dans la structure de l'occupation de la main-d'oeuvre et dans la localisation de la population locale se sont produits, dans un processus d'adéquation à la nouvelle organisation de la production. Le transfert des populations de la campagne vers les villes et des activités rurales vers les activités typiquement urbaines a suivi la modernisation de l'agriculture et l'industrialisation. La modernisation de l'agriculture a

expulsé beaucoup de paysans qui, maintes fois, ont émigré vers d'autres régions du Rio Grande do Sul ou du reste du pays. Ceux qui ont été attirés par les villes sont devenus des prolétaires urbains ou ruraux. Les derniers étant embauchés par les "granjeiros" comme travailleurs temporaires pendant les récoltes.

La progression de la nouvelle organisation est rapide. En 1960, le degré d'urbanisation de la région était de l'ordre de 40%, l'agriculture employait 60% de la population économiquement active tandis que le commerce et les services occupait 30% et l'industrie seulement 10%. Vingt ans après, en 1980, le degré d'urbanisation était de 75%, le commerce et les services employaient 55% de la population économiquement active, l'industrie occupait 25% et l'agriculture 20%.

Un tel changement ne se fait sans modifications parallèles des structures de pouvoir. En effet, la composition du système décisionnel s'est modifiée à mesure que la région se développait et que les activités urbaines augmentaient leur importance.

Le système décisionnel a gagné en variété. Désormais, il est composé par des représentants des secteurs urbain et rural dont les intérêts ne coïncident pas nécessairement. Le rôle des universités locales, créées

depuis les années 1950, est notamment important parce qu'elles permettent d'"imaginer" le système au-delà du cadre établi par le sous-système opérant et, par conséquent, elles sont à l'origine de de l'aptitude du système à engendrer ses propres projets (LE MOIGNE, 1983).

Cette deuxième partie traitera de cette évolution, cherchant à mettre en évidence grâce à l'analyse de la complexité non seulement les caractéristiques principales de chaque transformation mais comment et selon quels processus ces transformations se sont réalisées. Notamment, en cherchant à comprendre comment l'industrie régionale a émergé, à travers l'introduction de la colonisation et la modernisation de l'agriculture grâce à la mécanisation et à la dominance des cultures entrepreneuriales du blé et du soja.

La deuxième partie privilégiera dans le système régional des éléments tels que: les productions agricole et industrielle, l'urbanisation, le comportement de l'emploi et la création de nouvelles institutions telles que les coopératives et les universités que nous considérons déterminants pour l'évolution de la région. Ces éléments et leurs interactions seront abordés par périodes, définies en fonction des deux processus qui ont transformé la région: la "colonisation" et la modernisation de l'agriculture.

Chacune de ces deux bifurcations majeures sera analysée du point de vue de la décision (qui a décidé?, au niveau central?, au niveau local?) et des retombées sur chacun de ces niveaux (les réorganisations, les effets pervers).

De l'articulation et de l'interaction entre ces éléments, il résulte des processus de changement qualitatif de l'organisation socio-économique que nous retracerons ici: l'émergence de l'industrie de l'arrivée des colons jusqu'aux années 1950 (premier chapitre) puis la modernisation de l'agriculture, avec l'introduction du blé et du soja comme "cash-crops", et la consolidation de l'industrie régionale jusqu'aux années 1980 (deuxième chapitre).

CHAPITRE 1
DE L'ARRIVEE DES COLONS (1890)
A L'APPARITION DU SYSTEME DES "GRANJAS" (1950)

Ce chapitre retracera la trajectoire de la région du Plateau du Rio Grande do Sul, de l'arrivée des colons, vers 1890, à 1950, période marquée par des projets de modernisation de la nation brésilienne.

Le système régional était jusqu'en 1890 très simple. L'activité économique se résumait à l'élevage pratiqué dans de grandes propriétés. Les éleveurs étaient les détenteurs du pouvoir local. Ils se localisaient dans les zones des prairies, n'attachant pas d'importance notable aux zones des forêts qui les entouraient. Le Plateau des éleveurs était un système en stagnation, se reproduisant à l'identique au long du temps.

Vers la fin du XIX^e siècle, le processus de colonisation des terres en friche avec des immigrants européens a atteint les forêts des hautes terres du Plateau, après avoir occupé toute la zone du centre du Rio Grande do Sul (Section 1).

L'arrivée des colons sur le Plateau a engendré des modifications dans l'état et dans le mode de fonctionnement du système régional. Les "nucleii" coloniaux, devenus très vite des municipes ont donné une nouvelle dynamique à l'activité économique. Des nouveaux produits agricoles ont permis l'apparition de petites industries. Les échanges avec l'extérieur de la région se sont intensifiés. L'accroissement des échanges et le déplacement des populations ont exigé la construction de routes, l'implantation des services publics d'énergie électrique, et ainsi de suite (Section 2).

Cependant, l'économie coloniale et l'économie de l'élevage bovin ne se sont pas intégrées entre elles. Il n'y a pas eu d'échanges entre le monde agricole et le monde pastoral jusqu'au milieu de ce siècle. C'est ainsi que, malgré les profonds changements économiques et sociaux introduits par la colonisation, l'élevage a très peu modifié sa situation de stagnation, voire de déclin, et les éleveurs ont commencé à perdre sa position prédominante dans le sous-système décisionnel régional.

Tandis que la région mettait en place une nouvelle organisation du sous-système décisionnel, avec la montée en puissance des commerçants en dépit des éleveurs et des agriculteurs, le reste du pays s'adaptait à l'ère républicaine. Les soixante ans qui nous intéresseront ici

ont été les années de la création et de la consolidation de l'Etat brésilien contemporain (Section 3).

La région a réagi à cet Etat volontariste et autoritaire parfois en contrecarrant son action, parfois en profitant des politiques qui ne la visaient pas, dans un processus d'apprentissage collectif de la maîtrise de son ouverture sur le reste du Rio Grande do Sul et de la nation (Section 4).

SECTION 1 - LA COLONISATION, FACTEUR DE PERTURBATION DU
MODE DE FONCTIONNEMENT "PASTORAL" DU SYSTEME REGIONAL

Au début du siècle dernier, à l'époque de l'indépendance, la structure agricole brésilienne, était caractérisée par la grande propriété, par la monoculture d'exportation (le café) et par le travail esclave des noirs.

Pour l'Empereur D. Pedro I et quelques uns de ses ministres (LAZZARI, 1980, p. 11), l'immigration destinée à la colonisation apparaît, alors, comme une alternative au système agricole dominant, et comme un instrument de modernisation de la société. La colonisation suscitait la petite propriété, la production vivrière, l'introduction de nouvelles relations de production par le travail libre. La colonisation devait, encore, servir à augmenter la population et à promouvoir l'industrialisation et le commerce.

Or, à cette même époque, le Parlement brésilien était dominé par les grands producteurs de café, essentiellement esclavagistes, hostiles à l'immigration de travailleurs libres et de petits propriétaires, si bien que la politique impériale de colonisation n'a pas eu la faveur

du parlement qui s'est même efforcé de la rendre difficile par voie législative.

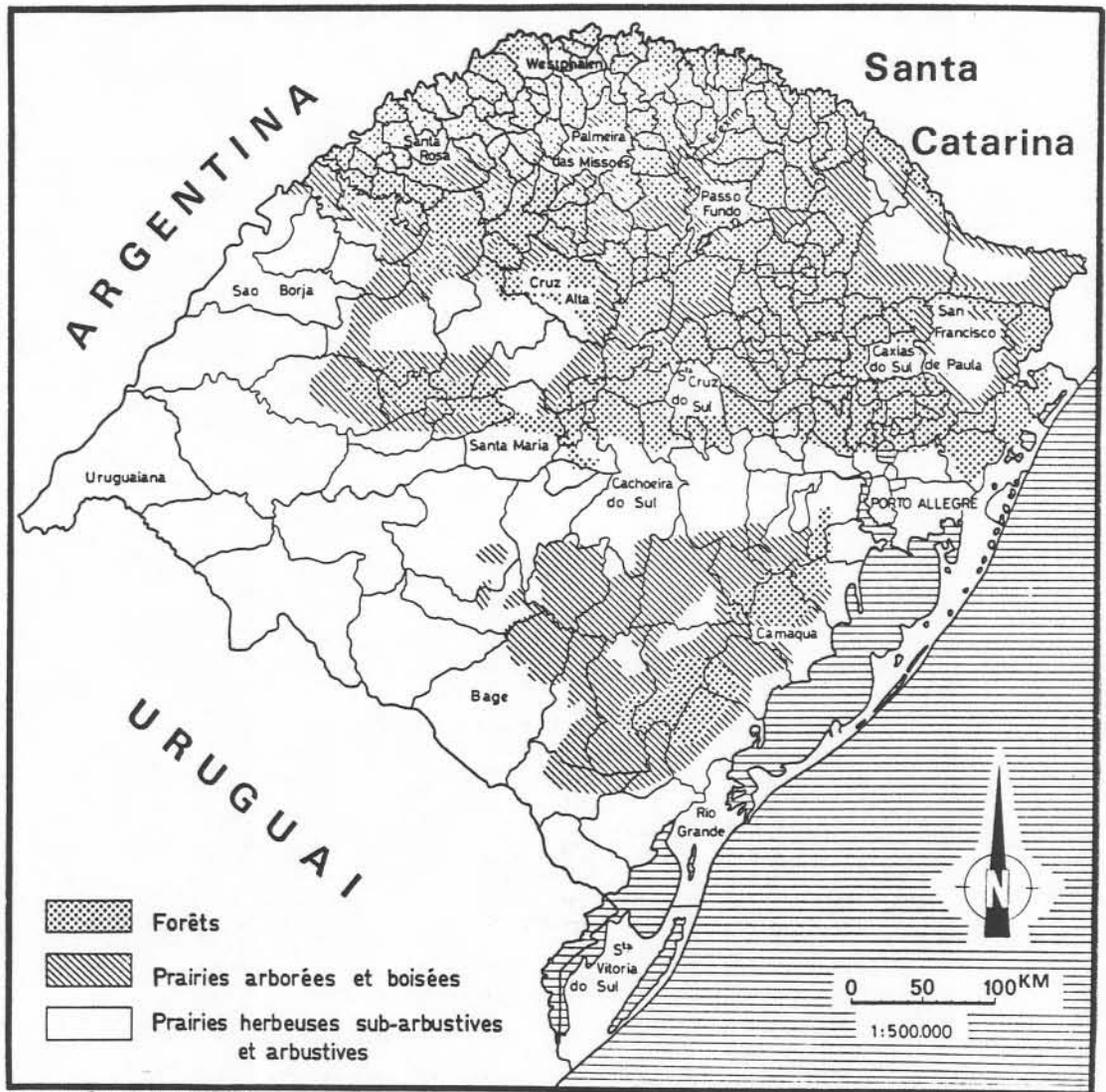
La première expérience de colonisation avait eu lieu sous D. Joao VI. avant l'indépendance du Brésil. En 1816, le roi portugais avait créé une colonie dans la province du Rio de Janeiro: Nova Friburgo (Nouvelle Fribourg). Les premiers colons étaient des suisses auxquels se sont joints des allemands arrivés en 1824.

Il est évident qu'une colonie de travailleurs libres incrustée dans une zone esclavagiste ne pouvait pas espérer l'appui inconditionnel du gouvernement tiraillé entre la volonté royale et les demandes de la classe dominante. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les quelques dizaines de colons aient été délaissés, et que la colonie n'ait pas progressé vers la diversification et la modernisation de la société comme le souhaitait l'Empereur. La colonie de Nova Friburgo a sombré très vite; les spécificités culturelles des colons se sont perdues telles que la langue, l'architecture, le savoir-faire et même les outils de travail.

Prudemment, l'Empereur D. Pedro I^{er} a choisi la province du Rio Grande do Sul pour continuer l'expérience colonisatrice de son père D. Joao VI. Le choix de l'Empereur était fondé, au moins, sur trois points. Le Rio

Grande do Sul, au contraire des provinces du centre du pays spécialisées dans le café, s'était plutôt consacré à l'élevage. La classe dominante était celle des éleveurs. Ceux-ci, n'avaient pas besoin d'une main-d'oeuvre nombreuse, et n'étaient pas particulièrement attachés à l'esclavagisme. Par ailleurs, la province du Rio Grande do Sul disposait de terres publiques, vierges et couvertes de forêts, qui pouvaient être cédées aux colons sans les rendre aux éleveurs puisque, géographiquement, ces terres étaient dissociées des terres consacrées à l'élevage (voir Carte n° 11-1). Enfin, le besoin d'occuper le territoire de la province constituait un dernier élément en faveur de la colonisation dans la province du Sud.

En 1824, deux ans après l'indépendance, la colonie allemande de Sao Leopoldo est créée. Le transport des colons était gratuit depuis l'Allemagne, chaque colon recevait 77 ha gratuits, la production était exempte d'impôts pendant dix ans (LAZZARI, 1980, p. 32). Ce sont les conditions les plus généreuses que les immigrants aient pu trouver. Cependant, sous la pression hostile du parlement, le gouvernement a changé la législation: la colonisation est devenue de moins en moins libérale. Déjà en 1824, les compétences en matière de colonisation sont transférées aux provinces, sans que leurs nouvelles attributions soient définies. En 1830, tous les crédits



Source: PEDAYLE, 1977, p.9

CARTE II.1

RÉGIONS PHYTOGÉOGRAPHIQUES ET DIVISIONS ADMINISTRATIVES DU RIO GRANDE DO SUL.
Les limites administratives coïncident rarement avec les limites de la végétation.

destinés à la colonisation sont supprimés, et le processus est, par conséquent, paralysé.

En 1848, les attributions des provinces sont finalement définies, et les moyens pour créer de nouveaux "nucleii" coloniaux sont donnés aux gouvernements provinciaux. A partir de cette année là, la propriété des lots par les colons n'était acquise qu'après 5 ans d'occupation productive - par l'exploitation de la forêt et par les cultures. Enfin en 1850, une nouvelle loi abolit la gratuité des terres, sauf en ce qui concerne les terres publiques destinées aux projets de colonisation par les provinces (HÖRMEYER, 1986).

La loi de 1850 marque un tournant dans le processus d'immigration européenne. A cette époque le Royaume-Uni crée une série d'obstacles au trafic d'esclaves². La main-d'oeuvre de la culture du café doit être trouvée ailleurs qu'en Afrique. Les travailleurs européens immigrés apparaissent comme alternative. C'est ainsi que la loi de 1850 fait la distinction entre les étrangers arrivés au Brésil par leurs propres moyens, et ceux dont le voyage a été financé par le Trésor public. Les premiers peuvent, soit acheter des terres ou un commerce, soit demander la concession gratuite de terres dans une colonie officielle. C'est avec eux qu'on continuera le processus de colonisation. Les derniers sont des travailleurs agricoles,

destinés aux grandes plantations³. C'est ainsi qu'à partir de cette époque la politique d'immigration au Brésil aura deux objectifs: la colonisation et l'importation de main-d'oeuvre libre pour les plantations.

La loi de 1850 est perfectionnée en 1885 pour dissiper les rumeurs sur les mauvais traitements dispensés aux colons italiens et allemands, et pour faire face à la concurrence des Etats-Unis dans l'attraction des immigrants⁴. Mais d'une façon générale, les conditions posées en 1850 se maintiennent jusqu'à la République (1889).

Le régime républicain transfère toutes les attributions en matière de colonisation aux Etats. En fait, l'ère républicaine marque le début de la fin du processus de colonisation avec les immigrés. En 1914, l'immigration officielle est supprimée ce qui constitue la fin des aides publiques fédérales pour le transport et pour le maintien des immigrés.

§1 - LA "CREATION" DU PLATEAU PAR LA COLONISATION

J. Roche, qui a réalisé une étude profonde sur l'immigration allemande au Rio Grande do Sul, divise la colonisation en 2 phases et 5 périodes (ROCHE, 1959, p. 73/122):

- 1^{re} phase - 1824-1889 - sous l'Empire:
 - 1^{re} période: 1824-1847 - La colonisation impériale
 - 2^e période: 1848-1874 - La colonisation provinciale
 - 3^e période: 1874-1889 - L'éclipse de la colonisation
- 2^e phase - à partir de 1890 - sous la République
 - 4^e période: 1890-1914 - La 2^e colonisation provinciale
 - 5^e période: à partir de 1914 - La liquidation de la colonisation

Pendant la première période est créée la colonie de Sao Leopoldo qui s'est beaucoup développée. Cette colonie a été créée près de Porto Alegre, centre qui est devenu son marché consommateur et fournisseur. Deux autres colonies ont été créées à cette même époque au Rio Grande do Sul sur des sites beaucoup plus isolés (sur le Plateau et le Litoral Nord) ce qui a contribué à leur échec.

Le lot colonial, qui était de 77 ha pendant la première période, se rétrécit à 48,4 ha pendant la 2^e période (ROCHE, 1959). La technologie primitive employée

par les colons associée à une très forte natalité rendait le lot colonial insuffisant au bout de la première génération. Les héritiers devaient acquérir un autre lot, ou bien changer de profession.

J. Roche remarque que les colons étaient attachés à la profession d'agriculteur, et à la propriété de la terre mais pas au pays. C'est ainsi que cet attachement à la terre, et le besoin de nouvelles surfaces nécessaires pour nourrir des familles en expansion font multiplier les colonies privées qui occupent les espaces vides entre les colonies publiques. Ces colonies privées étaient des lotissements entrepris par de grands propriétaires fonciers.

Quand la Dépression centrale (voir Carte n° II-2) est totalement occupée la recherche de nouvelles forêts à défricher se fait en direction du Plateau. A partir de la République, 2° phase dans la classification de J. Roche, le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul crée des colonies mixtes - des allemands et des italiens, entre autres - sur le Plateau.

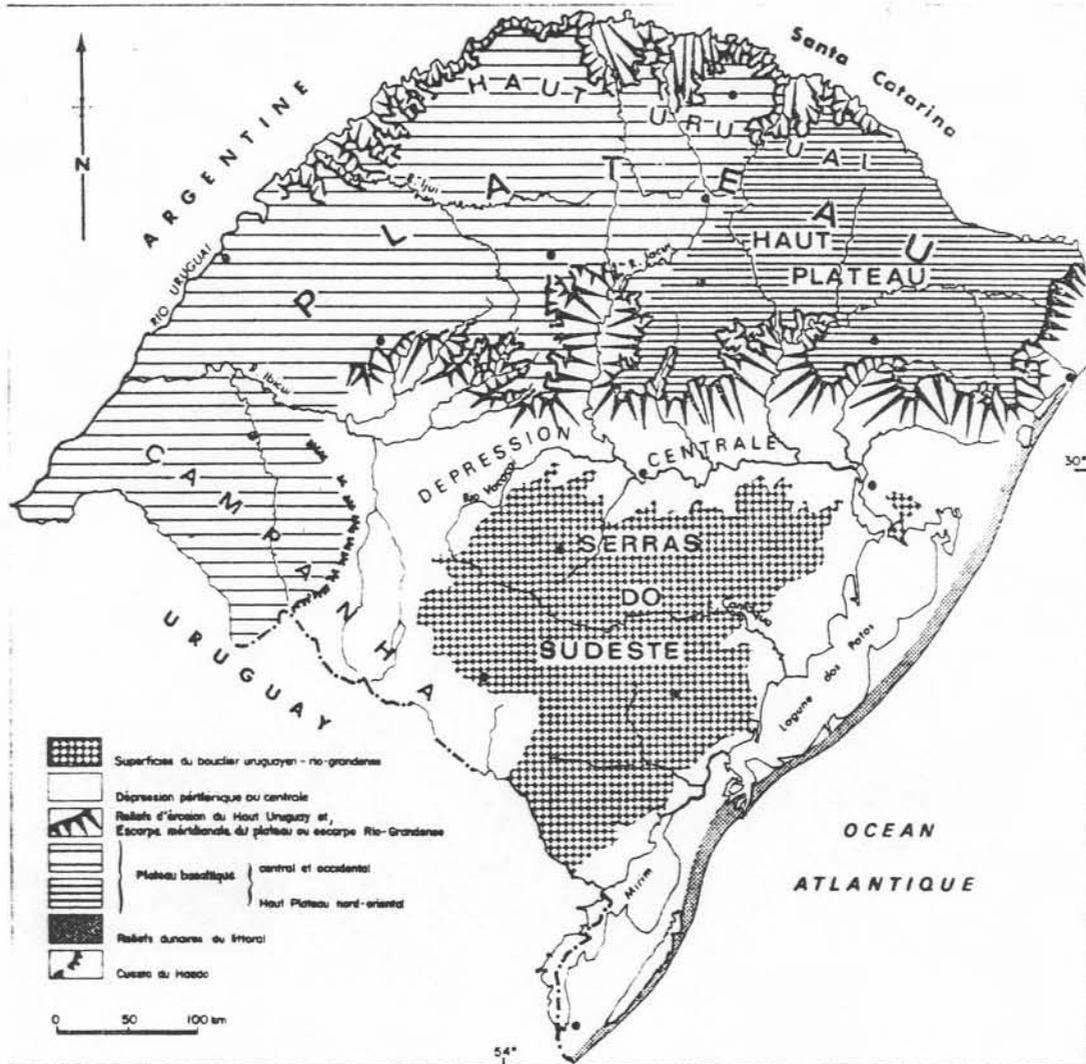
La première de ces colonies est Ijuí, créée en 1890. Le développement de la colonie d'Ijuí a été rapide. En 1900, la colonie avait 7.600 habitants, 15.000 en 1910. La voie ferrée a lié Ijuí à Cruz Alta en 1911. En un an la

valeur des terres a doublé, et la population est passée à 22.500. A cette époque la migration vers Ijuí s'est arrêtée. Depuis 1912 la colonie devient municipale et compte 32 écoles, dont 4 entretenues par le gouvernement local, et 12 autres par le gouvernement de l'Etat (ROCHE, 1959).

La colonie d'Erechim est fondée par l'Etat, en 1908, dans le territoire de Passo Fundo. Entre 1910 et 1912, 7.500 immigrants s'y fixent. En 1918 la colonie devient autonome et, en 1920, Erechim abrite déjà 43.000 habitants. Le développement accéléré d'Erechim est dû, en grande part, à l'implantation préalable de l'infrastructure routière, ce qui permet une communication immédiate et facile entre les "nucleii" coloniaux et leur marché (ROCHE, 1959, p. 110).

Outre les colonies publiques, sont créées pendant la 4^e période (1890-1914) de nombreuses colonies supplémentaires privées. Parmi celles-ci, nous trouvons Panambi fondée en 1899 sous le nom de Neu Württemberg.

La 5^e période, de liquidation de la colonisation selon J. Roche, voit en 1915 la création de la colonie Santa Rosa dans le territoire de Santo Angelo.



CARTE II.2

CROQUIS GÉOMORPHOLOGIQUE DU RIO GRANDE DO SUL.

Au cours des années 1940, le Rio Grande do Sul était totalement occupé, ne comportant pas d'autres projets de colonisation. En 1945, il y avait seulement 8.000 km² de terres publiques pratiquement indisponibles vu le besoin de protéger les dernières forêts et les lois concernant la protection des zones de frontière (ROCHE, 1959).

Des 6 villes qui nous intéressent dans ce travail, 4 ont été d'anciennes colonies créées à partir de 1890: Ijuí en 1890, Panambi en 1899, Erechim en 1908 et Santa Rosa en 1915^e.

En 1890, date de la fondation d'Ijuí, il y avait 9 municipes sur le Plateau. En 1940, ce nombre est multiplié par 2, atteignant 17, ce qui reflète d'un côté la sous-division du territoire du Rio Grande do Sul^e et, d'un autre côté, l'essor des "nucleii" coloniaux qui se sont transformés en villes d'une taille et d'une importance suffisantes pour l'obtention de l'autonomie municipale.

La croissance de la population et de l'économie de la région du Plateau à partir de la fin du XIX^e siècle résulte d'une manière évidente de son occupation à travers la colonisation.

La population du Plateau (dont le territoire est montré sur la Carte n° II-2) qui représentait 15% environ

de la population totale du Rio Grande do Sul en 1890-1900, représente presque un tiers de la population "gaucha" en 1950, conformément aux données du Tableau II.1.

TABLEAU II.1
POPULATION DU PLATEAU ET DU RIO GRANDE DO SUL - 1890-1950

	1890	1900	1920	1940	1950
Plateau*	140.336	166.251	351.470	950.371	1.294.300
RS	897.455	1.149.070	1.993.368	3.320.689	4.164.821
Plateau/RS (%)	15,64	14,47	17,63	28,62	31,08

Source: FIBGE. Recensements généraux 1890, 1900, 1920, 1940 et 1950, apud "De Provincia de Sao Pedro a Estado do Rio Grande do Sul", Fundação de Economia e Estatística, Porto Alegre, 1986.

- a) Le Plateau était sous-divisé en: 9 villes en 1890 et 1900
11 villes en 1920
17 villes en 1940
19 villes en 1950.

SECTION 2 - SOUS-SYSTEME OPERANT:

LA STRUCTURE PRODUCTIVE SOUS LA DOMINATION DU COMMERCE

L'occupation du territoire du Plateau, comme nous l'avons constaté ci-dessus, a entraîné des modifications de la structure productive régionale, qu'avec Le Moigne, nous appellerons "sous-système opérant". Pendant cette période (1890-1950), le sous-système opérant est concrètement dominé par les activités agricoles, sous la direction du capital commercial. La production régionale tant agricole qu'industrielle suivait les besoins marchands du commerce qui dominait les échanges de la région avec son environnement, comme nous le verrons ensuite.

Tout d'abord, il faut faire quelques remarques sur les données statistiques dont nous disposons. Les données statistiques de l'agriculture de cette première moitié du XX^e sont beaucoup plus abondantes que celles concernant les activités urbaines, mais cela ne signifie pas qu'elles soient tout à fait fiables. Quant aux statistiques sur le secteur industriel du début du siècle, elles sont rares et, parfois, très peu fiables, vu les changements de critères et la hâte avec laquelle les enquêtes ont été menées, elles n'atteignent pas toutes les régions, excluant souvent les régions les plus éloignées des grands centres.

Au début de la période, la transformation des produits agricoles était certainement très rudimentaire. Les "industries", citées par les documents de cette époque, étaient plutôt des fabriques artisanales. L'absence de critères stricts et homogènes pour classifier un établissement industriel, nous incite à supposer que les statistiques concernant la main-d'oeuvre industrielle ont été gonflées, au début de l'industrialisation du Plateau et de celle du Rio Grande do Sul dans son ensemble. C'est ainsi, qu'il faut lire le Tableau II.2, ci-dessous, avec un certain recul. Ce tableau présente la structure de l'occupation de la main-d'oeuvre de la région et du Rio Grande Do Sul en 1920.

TABLEAU II.2
STRUCTURE DE LA POPULATION ECONOMIQUEMENT ACTIVE - 1920

COMMUNES	AGRICULTURE		INDUSTRIE		COMMERCE ET SERVICES		TOTAL
	(1)		(2)		(3)		(4)
	ABS.	(1)/(4)%	ABS.	(2)/(4)%	ABS.	(3)/(4)% ^a	ABS. ^b
Erechim	11.239	86,75	865	6,68	851	6,57	12.955
Ijuí	7.508	85,15	625	8,17	582	6,68	8.715
Panamby	#	#	#	#	#	#	#
Passo Fundo	15.915	79,54	2.033	10,16	2.060	10,30	20.008
Santa Rosa	#	#	#	#	#	#	#
Santo Angelo	10.524	84,38	737	5,91	1.211	9,71	12.472
RS	413.600	69,43	84.712	14,21	97.428	16,36	595.740

Source: FIBGE - Recensement général de 1920

a- Inclue: les commerces, l'administration publique, la force publique, les professions libérales, les transports et les services sociaux.

b- Exclue des populations recensées: les services domestiques, les activités scolaires, les sans activité et les professions mal définies.

- données non-disponibles

Les graphiques "Evolution de l'occupation de la population économiquement active -PEA- 1920-1940", dans l'Annexe 4 -et les tableaux à partir desquels ils ont été construits- corroborent notre supposition sur le gonflement des statistiques. En effet, les données concernant l'année 1940 montrent une moindre participation de l'industrie dans l'occupation de la PEA du Rio Grande do Sul que celle de 1920: 9,27% en 1940 contre 14,21% en 1920. En considérant l'évolution de l'industrie au Brésil, nous ne pouvons déliter cette diminution à une quelconque modification technologique qui aurait entraîné une augmentation importante de la productivité de la main-d'oeuvre industrielle et, par conséquent, une diminution relative de l'emploi industriel.

Vu la qualité des statistiques disponibles, il est plus convenable de retenir de cette période le caractère dominant des activités agricoles, d'une part, et le type de production industrielle où l'agro-industrie domine, d'autre part, sans se soucier grandement de leur chiffrage.

Bien que la superficie des 6 municipes-représentants du Plateau ait été diminuée à la suite de décisions administratives de division des territoires initiaux, conformément à la description de l'Annexe 1, nous utiliserons les données non ajustées par rapport à ces

successives divisions. Cela se justifie par deux raisons. D'un côté, nous nous sommes plutôt intéressée aux activités urbaines développées normalement dans les sièges des municipes qui ne sont jamais atteints par les divisions territoriales. D'un autre côté, nous nous intéressons à l'aspect qualitatif des statistiques, notamment en tant qu'indicateurs de l'évolution des activités, des ruptures dans les trajectoires, du jeu diversification-spécialisation. Nous avons choisi les municipes d'Erechim, Ijuí, Panambi, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo à cause de leur représentativité économique et sociale. Depuis le début du XX^e siècle, ces communes synthétisent l'évolution de la région du Plateau. C'est ainsi, que nous soulevons l'hypothèse selon laquelle la diminution de leur surface ne fausse pas la compréhension de l'évolution de l'organisation de la région.

§ 1 - L'AGRICULTURE: L'EVOLUTION PARALLELE DE L'ELEVAGE BOVIN ET DE LA POLYCULTURE COLONIALE

Nous avons vu que l'activité des colonies fondées, sous la République, sur le Plateau, s'était juxtaposée à celle des éleveurs. Pendant toute la période (1890-1950), ces deux activités n'ont pratiquement pas entretenu

d'interrelations. Le monde "pastoral" s'est maintenu isolé par rapport à l'économie coloniale et n'a pas su profiter du plus grand dynamisme de cette dernière. Malgré cette caractéristique, le système de production colonial a buté depuis son "établissement" sur des obstacles (surfaces trop petites, technique rudimentaire, absence de maîtrise des marchés). Cependant, à travers une série d'équilibrations et de petites transformations, ce système a préparé les conditions de la création d'une industrie.

La faible capacité de l'élevage bovin à dégager des surplus

L'élevage extensif que pratiquaient les éleveurs du Rio Grande do Sul était une activité nécessitant peu de main-d'oeuvre, et les propriétés étaient pratiquement auto-suffisantes.

Le travail domestique était effectué par des esclaves. Le travail dans les champs était réalisé par des travailleurs libres qui touchaient des salaires très bas. Pour la subsistance de ces derniers, les éleveurs leur permettaient de cultiver un lopin de terre (FRANTZ, 1982, p.16). Les échanges avec l'extérieur de la propriété étaient minimes, la monétarisation étant restreinte.

D'une manière générale, et cela jusqu'à la fin de la Première guerre, l'élevage extensif au Rio Grande do Sul était très en retard du point de vue zootechnique, par rapport à l'élevage argentin ou uruguayen, ses concurrents les plus directs (FRANTZ, 1982). Cela revient à dire que la productivité et, par conséquent, la rentabilité de l'élevage "gaucho" n'étaient pas non plus égales à celles de ses voisins. La production a pu augmenter jusqu'à ce que les champs et les surfaces occupées soient saturés. Il est évident qu'un tel système bute très vite sur des limites. C'est pourquoi le nombre de bovins reste pratiquement inchangé entre 1830 (époque où toutes les terres de champs ont été occupées) et la fin du XIX^e siècle (ROCHE, 1959) ce qui met en évidence la très faible capacité d'accumulation et d'innovation des éleveurs du Rio Grande do Sul.

Pendant la Première guerre, des frigorifiques étrangers sont installés au Rio Grande do Sul, forçant l'innovation en amont, d'une manière générale. C'est ainsi que les éleveurs "gauchos" sont, à cause des exigences des frigorifiques, obligés à introduire des améliorations zootechniques et phytotechniques. Ces améliorations ont aussi été introduites pour contrer la concurrence des voisins du Cône Sud. Cependant, l'activité est restée très peu dynamique, un retard technologique important s'est maintenu, et la rentabilité ne s'est guère améliorée.

Cette analyse est valable pour l'élevage du Rio Grande do Sul tout entier. Cependant, la situation des éleveurs du Plateau était encore plus critique. Ceux-ci avaient une plus faible capacité d'accumulation que les éleveurs du Sud de l'Etat, vu la moindre qualité de leurs champs et la plus grande difficulté de communications avec les marchés.

Les éleveurs du Plateau, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, pratiquaient l'élevage de mules plutôt que celui des bovins (FRANTZ, 1982). L'élevage de mules était pour eux une activité préférable, parce qu'elle leur permettait d'échapper à la concurrence, qui leur était défavorable, avec le Sud de l'Etat. L'amélioration des communications, notamment avec l'implantation des chemins de fer, a fait diminuer leur marché, et ils ont été contraints à élever des bovins comme dans Sud.

L'élevage sur le Plateau du Rio Grande do Sul était donc une activité qui se prêtait mal à une vraie réorganisation, elle était surtout incapable de produire les surplus nécessaires à son développement.

L'élevage, la principale, sinon la seule, activité inductrice sur le Plateau, étant caractérisée par une faible capacité d'accumulation, ne pouvait pas fonder les activités commerciales et industrielles, qui étaient nécessairement réduites. Par exemple, le recensement

industriel de l'IBGE concernant l'année 1909 compte une seule "industrie" dans la région, localisée à Passo Fundo.

L'occupation des forêts du Plateau, commencée en 1890, avec l'implantation de la colonie d'Ijuí, va modifier cet état des choses.

L'agriculture coloniale

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les colonies implantées sur le Plateau étaient destinées à l'agriculture. Les lots coloniaux étaient petits, ils comptaient 25 ha (ROCHE, 1959). Ces deux données -la destination et la taille des propriétés- expliquent l'évolution de l'agriculture coloniale du Plateau caractérisée par la stagnation technologique et la faible accumulation, pendant plus d'un demi-siècle.

La technologie employée par les agriculteurs était très peu développée. J. Roche a qualifié cette agriculture d'"agriculture temporaire et périodique sur brûlis" (ROCHE, 1959). Les instruments agricoles étaient manuels, et très simples. Le brûlis était couramment employé. Les techniques du travail du sol étaient mal appliquées, et cela quand elles étaient connues. Il en a résulté l'érosion et le compactage des sols. Les engrais n'étaient

pas employés. La productivité reposait sur la fertilité naturelle du sol.

Ce retard technologique de l'agriculture coloniale a été l'objet de plusieurs études. Les auteurs sont unanimes sur les problèmes techniques de cette agriculture, et sur leurs causes: ils dénoncent notamment l'absence de capitaux, le manque de machines agricoles, et le manque d'initiative (ROCHE, 1959).

Un autre élément d'explication du développement insuffisant de l'agriculture coloniale est la dimension des propriétés. Le système de culture employé par les colons nécessitait des frontières renouvelées. Waibel, cité par T. Frantz, a estimé que le lot colonial devrait mesurer 200 ha ("utiles"), pour que les colons aient pu obtenir un certain progrès économique, maintenant le système de la jachère -"terres cultivées-terres en repos"- et sans l'intégration agriculture-élevage (FRANTZ, 1982).

L'intégration agriculture-élevage bovin aurait du être, en effet, beaucoup plus pratiqué pour rentabiliser les lots coloniaux, selon le modèle en vigueur en Europe. Cette intégration n'était pas possible en raison de la présence préalable et dominante de l'élevage extensif. C'est ainsi que les colons ont, depuis leur arrivée, pratiqué la polyculture et l'élevage porcin qui ne faisait

pas de concurrence à l'activité des éleveurs traditionnels.

Le Tableau II.3 montre la structure de la production agricole d'Erechim, pendant la période 1920-1950. Le Tableau II.4 expose celle de Santa Rosa pendant la période 1939-1950. Nous observons que, même s'il y a un produit dominant, comme dans le cas du maïs, l'agriculture était relativement diversifiée.

Les journaux de l'époque publiaient les listes de prix des produits agricoles pratiqués dans la région. Le Correio Serrano, dans son édition du 18 octobre 1944, citait les prix pratiqués à Ijuí en ce qui concerne les produits suivants: le riz, la graisse de porc, la pomme de terre, le seigle, la cire, les poils, le haricot noir, le miel, le maïs et le lin. La liste de ces produits, qui étaient certainement les plus importants du point de vue commercial, atteste la diversification de l'agriculture.

Le maïs était le produit colonial par excellence. La Carte II.3 montre les zones de concentration de la production de maïs en 1858, 1920 et 1950. Les changements dans les zones de concentration accompagnent l'évolution de l'implantation des colonies.

TABLEAU II-3
STRUCTURE DE LA PRODUCTION AGRICOLE A ERECHIM
-en pourcentage-

ANNEES	MAÏS	HARI- COT	POMME TERRE	TABAC	RIZ	CANNE SUCRE	BLE	RAISIN
1920	84	7,6	1,8	-	0,2	-	6,5	-
1939	49	4,0	0,2	0,4	0,8	7,0	7,0	3,0
1950	43	1,7	3,0	0,4	1,6	4,0	21,0	6,0

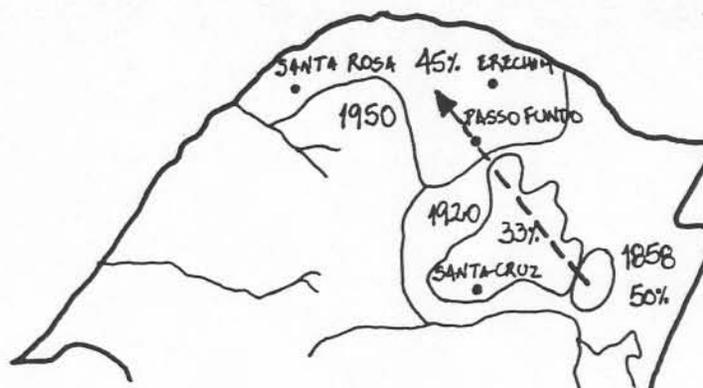
Source: ROCHE, 1959, p. 229

TABLEAU II-4
STRUCTURE DE LA PRODUCTION AGRICOLE A SANTA ROSA
-en pourcentage-

ANNEES	MAÏS	HARI- COT	POMME TERRE	BLE	MANIOC	CANNE SUCRE	TABAC	RIZ	LUZER- NE
1939	20,0	4,0	6,0	1,0	36,0	23,0	2,0	0,5	4,8
1950	30,0	7,0	4,0	1,5	39,0	7,0	1,7	1,0	3,3

Source: ROCHE, 1959, p. 230

CARTE II-3
ZONES DE CONCENTRATION DE LA PRODUCTION DE MAÏS



Source: ROCHE, 1959, p. 209

Pratiquement tous les établissements agricoles et mixtes cultivaient le maïs. Les données concernant la région montrent, qu'en 1940, 94% des établissements de ce type cultivaient cette céréale. La proportion en 1950 frôle les 100% (Recensements généraux, 1940 et 1950).

Le Tableau II.5 montre la production de maïs et de trois autres produits principaux -les haricots, le blé et le manioc-, concernant la période 1940-1950, de: Erechim, Ijuí, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo. Nous observons, d'un côté, l'importance de la production des 5 municipes dans la production totale de l'Etat et, d'un autre côté, la progression de la production de manioc et de blé.

TABLEAU II.5
PRODUCTION DE HARICOTS, DE MAIS, DE BLE ET DE MANIOC
1940-1950
-en t-

MUNICIPES	HARICOTS		MAIS		BLE		MANIOC	
	1940	1950	1940	1950	1940	1950	1940	1950
Erechim	2.776	5.181	61.298	74.977	9.758	28.536	28.210	88.022
Ijuí	1.867	1.313	29.439	18.619	1.161	4.049	59.389	118.167
Passo Fundo	1.557	1.562	28.382	40.871	4.603	10.839	12.041	65.829
Santa Rosa	6.793	18.486	40.143	67.600	1.173	3.894	51.624	398.998
Santo Angelo	6.009	7.251	32.255	29.031	981	3.823	36.453	138.568
Total	19.002	33.793	191.517	231.098	17.676	51.141	187.717	809.584
RS	116.583	134.635	950.128	1.112.047	75.874	253.934	1.057.693	2.819.475
Total/RS (%)	17,34	25,10	20,16	20,78	23,30	20,14	17,75	28,71

Source: Recensements généraux 1940 et 1950.

Les 5 municipes récoltaient 20% environ de la production du Rio Grande do Sul de ces 4 produits. Le maïs et le manioc étaient les produits les plus importants. Ils étaient associés à l'élevage porcin car inclus dans l'alimentation des animaux. Néanmoins, la progression de la production du manioc, qui passe de 167.717 t à 809.584 t, paraît indiquer la recherche d'une alternative vers d'autres produits plus appropriés à la faible fertilité du sol. L'augmentation de la production de blé, qui passe de 17.676 t à 51.141 t, relève, à son tour, d'une autre dynamique: celle de la modernisation de l'agriculture du Plateau que nous allons analyser ultérieurement.

Apparaît, donc, associé au maïs et au manioc, l'élevage porcin. La graisse de porc était un produit facilement commercialisé. Les huiles végétales étaient encore peu consommées. En revanche, la graisse de porc était utilisée en cuisine, et servait aussi comme combustible pour les lampions dans les zones non-électrifiées (WEBER, 1987). Les colons ont été ainsi amenés à élever des porcs depuis le début de l'occupation des forêts du Plateau. Le Tableau 11.6 montre que pour l'ensemble d'Erechim, Ijuí, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo le cheptel porcin a doublé en 30 ans.

En 1932, la région du Plateau fournissait 42% de la graisse de porc produite dans l'Etat (Correio Serrano apud WEBER, 1987). Cette donnée montre l'importance de l'élevage porcin pour la région, non seulement en tant qu'activité agricole, mais aussi en tant qu'opportunité d'industrialisation.

A partir de 1913, la graisse de porc devient le deuxième produit d'exportation du Rio Grande do Sul, derrière la viande séchée (WEBER, 1987). Le gouvernement fait donc des efforts pour contrôler la qualité du produit. Les discours de l'Exécutif rappellent le besoin de standardiser le produit: maintenir la qualité et sa régularité pour pouvoir exporter davantage et, par conséquent, obtenir une meilleure rémunération pour l'agriculteur, et un produit plus important pour la société (WEBER, 1987, p. 95/96). En fait, dans les années 1920, tous ces efforts ont abouti à la création d'un syndicat de l'industrie de la graisse, qui a oeuvré dans le sens de la concentration de la branche et, par conséquent, de la soumission des agriculteurs aux prix et aux normes établis par l'oligopole ainsi formé, comme nous le verrons plus loin.

Nous sommes, donc, en présence de deux types d'agriculteurs. D'un côté les éleveurs de bovins sans grande capacité d'innovation et d'accumulation du capital, et propriétaires des plus grands établissements ruraux. D'un autre côté, les agriculteurs réalisant une production diversifiée mais selon des méthodes inadéquates vu la faible superficie de leurs propriétés et, partant, incapables d'accumuler également. Le Tableau II.7 montre la distribution selon leur dimension des établissements ruraux pendant la période 1920-1950. Selon ces données, 87% des établissements ruraux de l'ensemble d'Erechim, Ijuí, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo détenaient, en 1950, moins de 50 ha. Cette proportion était en 1920 de 67%. La sous-division des propriétés, sans changement technique parallèle, ne laisse pas d'espoir à une amélioration de la situation des agriculteurs. Difficilement, alors, l'agriculture -culture et élevage confondus- pouvait, à ce moment-là, être le secteur moteur du développement régional. Néanmoins, c'est le système de culture colonial qui a permis la création des conditions pour la transformation du sous-système opérant: d'agricole il est devenu agro-industriel, comme nous le verrons ensuite.

TABLEAU II-6
BOVINS ET PORCINS, 1920-1950
-nombre de têtes-

MUNICIPES	BOVINS			PORCINS		
	1920	1940	1950	1920	1940	1950
Erechim	40.045	50.345	71.551	111.261	174.853	243.085
Ijuí	33.339	38.070	43.341	138.860	109.688	94.009
Passo Fundo	112.545	72.878	92.464	113.778	80.828	109.367
Santa Rosa	-	49.983	79.650	-	199.493	336.565
Santo Angelo	96.786	122.063	173.406	70.485	95.606	125.034
Total	282.715	333.339	459.412	434.384	660.468	908.060
RS (1.000)	8.500	7.500	8.200	3.400	3.200	4.200
Total/RS (%)	3,33	4,44	5,61	12,90	20,63	21,62

Source: Recensements généraux 1920, 1940, 1950.

TABLEAU II.7
DISTRIBUTION DES ETABLISSEMENTS RURAUX, SELON LEUR DIMENSION
1920/1950
-en pourcentage-

MUNICIPES	0 - 50 ha			50 - 200 ha			200 - 500 ha			> 500 ha		
	1920	1940	1950	1920	1940	1950	1920	1940	1950	1920	1940	1950
ERECHIM	75.62	85.93	93.12	23.28	13.34	6.48	0.61	0.46	0.24	0.49	0.27	0.16
IJUI	73.14	82.47	81.27	25.56	16.13	17.25	0.87	0.97	1.01	0.43	0.43	0.47
PASSO FUNDO	49.02	74.56	79.31	40.13	19.62	16.49	5.48	3.59	2.68	5.37	2.23	1.52
SANTA ROSA	-	91.11	95.36	-	8.85	4.59	-	0.02	0.05	-	0.02	0.00
S. ANGELO	68.66	82.66	80.63	23.55	11.84	13.88	3.06	2.82	3.18	4.73	2.68	2.31
RS	61.68	77.11	80.74	28.18	16.07	13.64	3.82	3.61	3.02	6.32	3.21	2.60

Source: IBGE, Recensements généraux 1920, 1940, 1950.

§ 2 - LE COMMERCE: L'AXE DE L'ACCUMULATION REGIONALE DU CAPITAL

Comme le remarque J. Roche, le commerce du Rio Grande do Sul a ses racines dans les colonies, et s'est développé en rapport direct avec leur prospérité. "Il y a eu symbiose entre le commerce et l'agriculture" (ROCHE, 1959).

La monétarisation immédiate à laquelle les colons ont été astreints a été un des phénomènes les plus importants de la colonisation. Au contraire des travailleurs de l'élevage, qui assuraient leur consommation grâce à l'auto-production d'aliments, les colons devaient tout acheter, surtout pendant les premières étapes de leur implantation. Nous pouvons donc affirmer que les colons ont introduit non seulement de nouveaux produits, mais aussi de nouveaux besoins dans la région.

Les besoins des colons étaient satisfaits par des commerçants dont les boutiques, dans les premiers temps, étaient localisées dans les zones rurales. Ces commerçants ruraux s'approvisionnaient chez les commerçants en gros des villes-sièges des colonies qui, à leur tour, étaient liés aux grands commerçants en gros de la capitale de

l'Etat. Il se crée ainsi une hiérarchie commerciale qui se maintiendra pour longtemps (ROCHE, 1959).

Le commerce sur le Plateau est florissant. Le Tableau II.8 montre l'évolution du nombre de commerçants de 1899 à 1950 dans les colonies d'Ijui, de Passo Fundo et de Santa Rosa. Leur progression y est accélérée. Pendant la période d'occupation de la colonie d'Ijui, le nombre de commerçants passe de 31, en 1899, à 89, en 1912. De 1920 à 1950, le nombre de commerçants de cette même commune passe de 174 à 311. Les commerçants de Passo Fundo qui étaient 62, en 1912, se sont multipliés passant à 1977 en 1950.

TABLEAU II.8
NOMBRE DE COMMERCANTS
1899-1950

Colonies	1899	1912	1920	1940	1950
Ijui	31	89	174	161	311
Passo Fundo	-	82	318	974	1.977
Santa Rosa	-	-	-	243	449

Source: Roche, 1959, p. 323

L'accroissement du nombre des commerçants accompagne, d'abord, l'expansion des colonies, puis coïncide avec l'augmentation de la zone d'influence des villes du Plateau. Les villes de Passo Fundo et d'Ijui, par exemple,

exercent leur influence jusque sur des villes de l'Etat voisin de Santa Catarina (voir Annexe 1).

Les boutiques n'étaient pas spécialisées. Les commerçants vendaient de tout: des denrées alimentaires non produites localement comme le sel, le sucre ou le vin; des produits nécessaires à la vie quotidienne comme la poudre, l'huile ou le savon; des ustensiles élémentaires et des instruments agricoles; des tissus qui représentaient, d'ailleurs, 60% des importations régionales (ROCHE, 1959).

En même temps que les commerçants fournissaient les marchandises nécessaires à l'agriculteur, ils servaient d'intermédiaires entre celui-ci et son marché.

La transport des marchandises était aussi l'affaire des commerçants. Selon J. Roche, des 20 entreprises de transport existantes à Panambi, en 1949, seulement 4 étaient autonomes, toutes les autres appartenaient à des commerçants, locaux dans leur majorité (ROCHE, 1959).

Les commerçants ont eu une grande importance dans le financement de l'agriculture coloniale pendant la 1^{re} phase du processus de colonisation -la phase sous l'Empire (jusqu'à 1889). Les agriculteurs achetaient ce dont ils avaient besoin chez les commerçants au long de l'année, en

payant avec leur production. Ce système de crédit était le seul financement dont les colons disposaient. Même si pendant la 2^e phase de la colonisation (la phase républicaine, après 1889), leur importance dans le financement était plus faible, il est fort probable qu'ils assuraient toujours une partie de ce financement. Les banques, les caisses rurales^e et les coopératives de crédit n'étaient pas nombreuses, et les financements exigeaient des garanties patrimoniales - la garantie étant la propriété elle-même. En revanche, les commerçants étaient plus proches des agriculteurs. Leurs établissements étaient localisés dans les zones rurales^e. Ils avançaient de l'argent et des produits nécessaires aux agriculteurs sans bureaucratie. La production future constituait la garantie.

Observons que les commerçants assuraient toutes les phases de la circulation, ils étaient non seulement les intermédiaires commerciaux, mais ils transportaient et finançaient la production. Les commerçants constituaient ainsi le seul groupe présent sur le Plateau capable d'accumuler.

Dans les deux phases de la colonisation et en forte corrélation avec elles, on voit apparaître une classe socio-professionnelle de commerçants qui approvisionne les

colons-agriculteurs et leur sert d'intermédiaire avec le marché. Ainsi, les colons, qui étaient par eux-mêmes incapables d'accumuler du capital, ont suscité l'apparition d'une classe de commerçants capable de le faire. L'émergence des commerçants dans le système régional du Plateau correspond à une complexification du système: ce dernier acquiert une structure plus complexe que celle qui existait initialement, avant l'arrivée des colons, quand la région n'était consacrée qu'à l'élevage.

§ 3 - L'INDUSTRIE

L'industrie constitue le point fort du sous-système opérant car c'est sur elle que repose une économie moderne et c'est vers elle qu'évoluent les systèmes productifs locaux, depuis la révolution industrielle.

Or, dans la région du Plateau du Rio Grande do Sul, l'industrie est encore quasiment inexistante au début du siècle. Il va donc être particulièrement intéressant d'analyser comment la structuration industrielle va se réaliser en quelques années relativement brèves à partir des "nucleii" coloniaux. L'approche par les systèmes complexes devrait permettre de voir en quoi et comment l'implantation dans la région de branches industrielles

(industrie du bois, de la graisse de porc, des céréales puis des oléagineux, et de l'industrie métallo-mécanique) va résulter d'interactions entre différents groupes d'acteurs (agriculteurs, commerçants, nouveaux industriels, consommateurs des villes), aux intérêts et aux ambitions divergentes.

Tout un ensemble de conditions va favoriser l'apparition d'une structure industrielle. Avec les "nucleii" coloniaux, un marché consommateur régional est né. L'expansion du commerce atteste de l'importance et de la vitesse de croissance de ce marché. Par ailleurs, les colons offraient des matières-premières susceptibles d'être industrialisées: le bois du défrichage d'abord et, ensuite, le porc, les céréales, etc.

Ce sont les commerçants qui sont à l'origine de la majorité des industries installées sur le Plateau. En effet, ayant réalisé une accumulation du capital, à travers leurs échanges avec le colons, ils détenaient les moyens de financer les investissements industriels. Pendant une longue période, jusqu'aux années 1950, les deux produits principaux de l'industrie régionale ont été la graisse de porc et le bois. Ces deux branches ont été développées presque exclusivement par des commerçants.

D'ailleurs, le rôle des commerçants dans l'industrialisation a été le même dans les autres régions du Rio Grande do Sul.

S. Pesavento, qui analyse les débuts de l'industrialisation "gaucha" dans plusieurs ouvrages¹⁰, affirme: "L'apparition des premières usines du Rio Grande do Sul est liée au circuit de l'accumulation de capital commercial dans la zone du complexe colonial de l'immigration" (PESAVENTO, 1988, p. 19). Les propos de J. Roche vont dans le même sens:

"L'initiative des commerçants s'est exercée dans le domaine de la technique en permettant de faire passer la production du mode artisanal à celui de la manufacture et de l'usine" (ROCHE, 1959, p. 438).

Notons également l'apparition d'une autre catégorie d'industriels: parmi les colons, il y avait en effet des ouvriers, des artisans et, même, de petits industriels qui se sont, dès leur arrivée sur le Plateau, installés dans les villages avec leurs ateliers et leurs fabriques (WEBER, 1987)¹¹. Plusieurs industries de la région tirent ainsi leur origine de l'activité de ces artisans ou de ces petits industriels sans apport du capital commercial. R. Weber, en analysant l'industrialisation d'Ijuí, montre que l'industrie de bonbons d'Henrique Bergel, celle de machines agricoles d'Arthur Fuchs, et celle de

l'imprimerie de la famille Löw sont des exemples de ce type d'origine. Nous pouvons encore citer les cas de Kepler Weber, aujourd'hui fabricant de silos à Panambi, et de Menegaz, fabricant de machines agricoles à Passo Fundo.

A) La mise-en-place de l'industrie régionale jusqu'aux années 1930

En 1909, comme nous l'avons déjà indiqué, le service fédéral des statistiques avait relevé un seul établissement industriel sur le Plateau, celui-ci se trouvait à Passo Fundo.

Le Recensement général de 1920 n'individualise pas, par ville, les données concernant l'industrie du Rio Grande do Sul. En 1930, il n'y a pas eu de recensement général. Ainsi, il nous a fallu puiser les données sur l'évolution de l'activité industrielle dans la région dans d'autres sources.

Nous trouvons dans un échantillon de 89¹² entreprises, parmi les plus importantes de la région, 5 qui ont été fondées entre 1910 et 1940 et qui sont toujours en activité:

Reimann e Cia. Ltda. (métallurgie, Ijuí)

Henrique Bergel S/A (alimentaire, Ijuí)

Ind. de Bebidas Balvedi Ltda (boissons, Erechim)

Ind. Madereira Knorr S/A (bois, Panambi)

S. Zanardo e Filhos Ltda (métallurgie, Erechim)

L'Association commerciale et industrielle d'Erechim, à l'occasion de son 60^e anniversaire, a rendu hommage à l'entreprise industrielle la plus ancienne de la ville: l'Industria de Bebidas Balvedi, fondée en 1917 (Diario da Manhã, Edição Especial, 1989).

Les entreprises Reimann et Henrique Bergel datent de cette même décennie, c'est-à-dire des années 1910. La Madereira Knorr a été fondée dans les années 1920 et S. Zanardo dans la décennie suivante.

Dans ce même échantillon, nous trouvons au moins deux autres entreprises dont l'origine remonte à cette époque: la Kepler Weber S/A et l'IMASA (Fuchs).

En 1917, la ville d'Ijuí a reçu une médaille d'or pour sa participation à un salon réalisé à Pelotas, qui était, à cette époque, la seconde ville la plus importante du Rio Grande do Sul, après Porto Alegre. Plusieurs exposants d'Ijuí ont reçu des diplômes attestant leurs prix (ACI-Ijuí, 1977)¹³. La liste des entreprises et des produits illustre bien les caractéristiques de l'industrie émergente: d'un côté, nous retrouvons parmi les entrepreneurs plusieurs commerçants, comme les frères Bos,

Francisco Panichi et Max Franke, représentant l'origine commerciale du capital; d'un autre côté, la liste nous montre une agro-industrie simple mais assez diversifiée.

Néanmoins, il y a deux produits dominants qui ont exercé des effets d'entraînement sur l'économie régionale, tant au niveau de l'activité en général, qu'au niveau de l'industrie proprement dite: le bois (d'abord scié et plus tard laminé) et la graisse de porc.

Le Tableau II.9, concernant l'année 1937, montre que l'industrie alimentaire et l'industrie du bois étaient les branches les plus importantes dans toutes les villes. La valeur de leur production atteignait plus de 70% de la valeur de la production totale d'Ijuí, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo.

Le bois

Les terrains pour l'agriculture coloniale ont été obtenus par le défrichage de la forêt. C'est ainsi que le bois a été le premier produit de la colonisation. Les scieries ont accompagné ce processus. Le Rio Grande do Sul est devenu un des plus grands producteurs de bois du Brésil¹⁴.

TABLEAU II-9
PARTICIPATION DES BRANCHES INDUSTRIELLES
A LA VALEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
PAR MUNICIPE, 1937
-en pourcentage-

MUNICIPES	BOIS	ALIMENTAIRE	METALLURGIE'	AUTRES	TOTAL
Erechim	-	-	-	-	-
Ijuí	10.85	67.53	4.39	17.23	100.00
Panambi	-	-	-	-	-
Passo Fundo	32.52	46.76	7.46	13.26	100.00
Santa Rosa	67.73	13.69	2.08	16.50	100.00
Santo Angelo	8.69	83.43 ²	1.92	5.92	100.00

Source: Diretoria Geral de Estatística do Estado - "Estatística Industrial do Rio Grande do Sul, ano de 1937"

Notes: 1- Inclue les entreprises mécaniques
2- Inclue l'industrie du tabac

TABLEAU II-10
TOTAL DE L'INDUSTRIE ET DES SCIERIES
ETABLISSEMENTS, PERSONNEL OCCUPE
PAR MUNICIPE, 1937

MUNICIPES	ETABLISSEMENTS		PERSONNEL OCCUPE	
	TOTAL INDUSTRIE	SCIERIES	TOTAL INDUSTRIE	SCIERIES
Erechim	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Ijuí	92	12	618	68
Panambi	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Passo Fundo	450	158	1.619	1.059
Santa Rosa	263	98	330	159
Santo Angelo	100	30	689	54
Total	905	298	3.256	1.340

Source: Diretoria Geral de Estatística do Estado - "Estatística Industrial do Rio Grande do Sul, ano de 1937"

TABLEAU II-11
RAFFINERIES DE GRAISSE DE PORC ET FRIGORIFIQUES
ETABLISSEMENTS, PERSONNEL OCCUPE
PAR MUNICIPE, 1937

MUNICIPES	RAFFINERIES		FRIGORIFIQUES		RAFF./FRIG.		TOTAL	
	ETABL.	PERS.	ETABL.	PERS.	ETABL.	PERS.	ETABL.	PERS.
Erechim	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Ijuí	1	16	1	58	-	-	2	74
Panambi	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Passo Fundo	1	6	1	33	-	-	2	39
Santa Rosa	-	-	-	-	-	-	-	-
Santo Angelo	-	-	-	-	1	213	1	213
Total	2	22	2	91	1	213	5	326

Source: Diretoria Geral de Estatística do Estado - "Estatística Industrial do Rio Grande do Sul, ano de 1937"

En 1937, la Diretoria Geral de Estatistica do Rio Grande do Sul-la Direction générale des statistiques- a réalisé une enquête sur l'industrialisation des municipes. Cette enquête permet de connaître le nombre d'établissements, le personnel occupé et la valeur de la production par type d'industrie et par ville. Le Tableau II.10 présente un résumé des résultats concernant ces trois postes.

Nous avons mis en relief la branche du bois pour montrer son importance par rapport à l'ensemble de l'activité industrielle. Dans l'ensemble des quatre villes pour lesquelles nous disposons des données, les scieries représentaient 33% des établissements, et employaient 41% du personnel. Leur importance était encore plus grande à Passo Fundo où les scieries représentaient 35% des établissements et elles occupaient 65% de la main-d'oeuvre industrielle.

La graisse de porc

Nous avons déjà parlé plus haut de l'importance de la production de la graisse de porc. Le Plateau était, au début des années 1930, responsable de presque la moitié de la production de graisse de porc du Rio Grande do Sul. Néanmoins, les données de l'enquête de 1937, présentées dans le Tableau II.11, nous montrent que les raffineries de graisse de porc et les frigorifiques n'étaient ni en

nombre d'établissements, ni en nombre d'employés, aussi importants que les scieries.

En fait, il y avait 5 établissements de ce type qui employaient 326 personnes (ce qui représentait environ 25% de l'emploi des scieries). Nous remarquons l'existence d'un grand établissement -par rapport à la taille des autres- localisé à Santo Angelo qui employait à lui tout seul 215 personnes¹⁰.

Le processus de production de la graisse de porc allait de la compression du produit dans l'exploitation agricole au raffinage dans une unité de production spécialisée. L'apparition, dans les années 1930, d'établissements mixtes, indique un changement dans le processus de production. Les frigorifiques-raffineries réalisent toutes les étapes: de l'abattage à la coupe de la viande, passant par la compression de la graisse. Désormais, les éleveurs ne s'occuperont plus de la compression de la graisse, ils devront se consacrer à l'élevage proprement dit (WEBER, 1987). Le processus de division du travail s'approfondit.

L'existence d'un petit nombre de frigorifiques-raffineries paraît indiquer que la branche avait, déjà à cette époque, atteint un certain niveau d'organisation quant à la technologie de production, à la standardisation

du produit et au partage des marchés. La création, dans les années 1920, du Sindicato Sul-Riograndense da Banha - Syndicat de la graisse - a joué un rôle non négligeable dans cette organisation. Le syndicat, créé sous le patronage du gouvernement, avec l'appui des associations rurales, avait pour objectif d'améliorer la qualité de la graisse. Il avait le pouvoir de contrôler la qualité du produit destiné à l'exportation, et celui d'établir les prix. Il achetait la graisse des producteurs-artisans qu'il commercialisait sous sa propre marque. Cela revient à dire que le syndicat était, en même temps, en situation de monopsonne et de monopole: il était le seul acheteur de la matière-première, et le seul vendeur du produit. Il organisait le partage du marché entre ses associés. Ses prérogatives lui permettaient de protéger les syndiqués vis-à-vis des autres producteurs et commerçants, ce qui a entraîné un processus de concentration. En 1910, il y avait à lui 4 raffineries (ROCHE, 1959) alors qu'en 1937 il n'y en avait plus que 2 (Tableau 11.11).

Selon S. Pesavento le syndicat, à travers son bras économique - la Société de la Graisse -,

"a réduit le nombre de raffineries de l'Etat de 38 à 26 et il est devenu le propriétaire de la majorité des établissements qu'il a modernisé" (Pesavento apud WEBER, 1987, p. 101).

Cependant, cette montée en puissance du syndicat de la graisse a donné lieu à des réactions. En effet, le syndicat, dominé par des entrepreneurs du Sud et de la capitale de l'Etat, a été fortement contesté par beaucoup de commerçants et de producteurs des zones de colonie menacés par les activités du "trust"¹⁶. Dans cet événement, le système régional a montré être capable de se réorganiser pour contrer une menace venue de l'extérieur. Cela paraît indiquer que le système avait déjà à cette époque (1930) atteint un certain seuil organisationnel qui lui permettait non seulement réagir mais réagir de façon créative. Les contestataires ont réagi de deux manières, toujours appuyés par l'Uniao Colonial¹⁷, qui était pour les colons ce que les associations rurales étaient pour les éleveurs et les grands propriétaires. D'une part, ils ont formé des coopératives de producteurs pour contrer la progression du syndicat, et de l'autre, au niveau institutionnel, ils ont, à travers la Fédération des Unions coloniales, fait des démarches auprès du gouvernement de l'Etat, pour obtenir les mêmes privilèges que ceux accordés au syndicat en ce qui concernait l'exportation de la graisse. La réaction des commerçants et des producteurs coloniaux s'est exprimée dans le sens d'un effort d'amélioration technique. La Colônia Modelo créée par la Cooperativa Agricola Ijuhyense est, à ce sujet, exemplaire. Cette "colonie modèle" avait pour

objectif l'expérimentation de nouvelles techniques d'élevage et de nouvelles races porcines (WEBER, 1987).

Plus tard, avec l'essor de la production du soja et en relation avec l'émergence de nouvelles normes d'alimentation -moins grasses-, la graisse végétale se substituera à celle d'origine animale, déclenchant la décadence de la production de la graisse de porc et, par conséquent, le déclin de l'élevage porcin. Quelques uns des frigorifiques se sont maintenus, en activité en produisant de la viande et d'autres produits comme le jambon, les saucissons ou le bacon.

L'industrie métallo-mécanique

Ces deux produits -le bois et la graisse de porc- ont eu des retombées sur les ateliers et les fabriques de pièces détachées pour les scieries, et les raffineries de graisse.

Le Brésil produisait très peu de fer, et presque pas d'acier jusqu'en 1920. Les besoins internes étaient satisfaits par des importations. Néanmoins, l'industrie métallo-mécanique s'est développée très tôt. En 1907, d'après les statistiques fédérales, il y avait 279 usines qui pouvaient être classées comme industrie métallo-mécanique, dans tout le Brésil. Ces usines employaient

13.472 ouvriers, et elles étaient relativement concentrées à Sao Paulo, et à Rio de Janeiro. Selon un rapport consulaire anglais daté de 1899, il y avait, à Porto Alegre, plusieurs fonderies et ateliers d'ingénierie et, au moins, une grande fonderie dans la ville de Rio Grande. Selon la même source, leur production était limitée, vu la faible consommation de fer observée dans ces localités. Ces statistiques ne donnent pas de précisions sur les types de biens produits. Cependant, si l'on se réfère à W. Suzigan, ils devraient être

"en rapport avec les activités d'extraction de la région (maté, l'extraction du bois et les industries en aval comme les scieries, les menuiseries et autres), et avec la production agricole et de l'élevage" (SUZIGAN, 1986, p. 232/245).

Pendant la Première guerre, les importations ont été interrompues. Plusieurs ateliers métallurgiques ont été alors fondés pour réparer les machines agricoles et industrielles (SUZIGAN, 1986). Ces ateliers ont éventuellement fabriqué des pièces, ou même des machines entières. La fin de la guerre, et la reprise des importations ont fait disparaître une grande partie de ces entreprises mais, selon Dean (1976), quelques unes sont restées, et se sont transformées en de grandes entreprises. Il n'y a aucune certitude sur l'évolution décrite par cet auteur, néanmoins, il est assuré qu'il y a eu, pendant le conflit, une poussée de la croissance du nombre des entreprises de

la branche. Les données du recensement de 1920 montrent qu'au Brésil, plus d'entreprises de cette branche se sont constituées, entre 1915 et 1919 que pendant n'importe quelle autre période antérieure (SUZIGAN, 1986).

Nous n'avons pas de données sur la création d'entreprises pendant cette période dans les villes-représentantes du Plateau. Cependant il nous semble que le processus de création et d'expansion des petites entreprises mécaniques et métallurgiques décrit par W. Suzigan, relative au Brésil, s'est effectué de la même manière sur le Plateau. Les entreprises créées pendant cette période, qui se sont maintenues après la guerre, ont formé l'embryon de ce qui deviendrait plus tard l'industrie mécanique du Plateau.

La fonderie Reimann, d'Ijuí, par exemple, a été fondée à cette époque (1915). Cette entreprise fabriquait des équipements pour l'industrie du bois, et pour la fabrication d'alcool de canne-à-sucre. Elle se substituait non seulement aux importations, mais également, aux forgerons locaux. En 1937, cette fonderie comptait seulement 21 employés mais présentait déjà les caractéristiques d'un établissement industriel: elle était électrifiée, et la production était organisée par sections spécialisées (WEBER, 1987).

Au cours des années 1920 et 1930, l'industrie métallomécanique se consolide au Brésil. Il y a, à cette époque, une rupture par rapport à la période précédente. Alors, qu'avant, la production brésilienne se résumait à des produits simples (outils et machines peu complexes), désormais, émerge une production de machines lourdes, et d'équipements plus sophistiqués (SUZIGAN, 1986).

Cependant, l'industrie du Plateau ne suit pas ce mouvement de rupture. Les entreprises qui se créent pendant cette période produisent des outils pour l'agriculture (charrues, semoirs, cultivateurs), des presses, des scies et d'autres instruments simples du même genre.

Les statistiques de 1937 (Tableau II.12) montrent l'existence de 148 établissements métallurgiques employant 264 personnes à Ijuí, Passo Fundo, Santa Rosa et Santo Angelo. La plupart de ces établissements étaient des ateliers de forgerons, ou des ferronneries de très petite taille. Des 148 établissements recensés en 1937 seulement 2 avaient une taille plus importante: un fabricant de machines industrielles à Passo Fundo (38 employés) et une fonderie, celle de Reimann, à Ijuí (21 employés). Il y avait encore un fabricant de clous à Passo Fundo (7 employés); à Ijuí, 4 forgerons employaient 24 personnes; et une coutellerie (6 employés).

TABLEAU II.12
 NOMBRE D'ETABLISSEMENTS ET PERSONNEL OCCUPE
 INDUSTRIE METALLURGIQUE ET MECANIQUE

COMMUNES	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	PERSONNEL OCCUPE	PARTICIPATION DANS LA VALEUR DE LA PRODUCTION LOCALE (%)
Erechim	#	#	#
Ijuí ^a	19	105	4,39
Panambi	#	#	#
Passo Fundo ^b	74	110	7,46
Santa Rosa ^c	34	34	2,08
Santo Angelo	21	15	1,92

Source: Diretoria Geral de Estatística do Rio Grande do Sul

Nous remarquons:

a- une fonderie avec 21 employés;

b- un fabricant de clous avec 7 employés et un fabricant de machines industrielles avec 38 employés;

c- tous les établissements sont des ferronneries.

#- donnés non-disponibles

Dans cette première période du XX^e siècle, jusqu'en 1930, des industries directement liées à l'agriculture (scieries, fabriques de graisse de porc) se créent sur le Plateau du Rio Grande do Sul. Avec l'apparition des frigorifiques, l'industrie de la graisse de porc se transforme: alors qu'antérieurement, elle se développait dans un cadre rural et restait partiellement sous le contrôle des agriculteurs, elle passe sous le contrôle exclusif des industriels, suscitant l'émergence d'une nouvelle structure productive (les frigorifiques-raffineries) et d'une nouvelle organisation (le syndicat de la graisse) aux pouvoirs accrus (contrôle de la qualité de la graisse, des produits exportés, des prix). Mais alors, les colons et les commerçants qui avaient été à l'origine de

cette industrie et qui se sentent de plus en plus menacés par la constitution de cette industrie en monopole vont réagir. Ils s'organisent en coopératives de producteurs et en fédération des unions coloniales. Cette nouvelle organisation est plus qu'une simple réplique de défense d'intérêts. Elle ne peut être viable que si les coopératives améliorent la qualité de leur production et sont compétitives par rapport au syndicat de la graisse. C'est ce qu'elles font, en effet, en améliorant les techniques d'élevage et en développant de nouvelles races porcines.

Cette création et cette évolution de l'industrie de la graisse de porc sur une trentaine d'années montre bien qu'il ne s'agit pas d'une simple évolution linéaire, mais comment des opportunités, des luttes d'intérêt, des rétroactions entre colons et industriels, ont contribué à la complexification du tissu industriel tant sur le plan de la structure productive que sur celui de son organisation.

L'industrie métallo-mécanique, quant à elle, se développe et se structure beaucoup plus lentement car il y avait peu de matière première (fer) sur place. C'est un aléa extérieur qui est à l'origine de cette industrie. En effet, en stoppant les importations de produits métalliques et mécaniques au Brésil, la Première guerre

déstabilise le mode de fonctionnement établi fondé sur les approvisionnements externes et contraint des forgerons et de petits ateliers de ferronnerie à se constituer en unités de réparation d'abord, puis de fabrication de machines. Une fois la guerre finie, bien de ces petites usines disparaissent. Cependant, il existe un embryon d'industrie métallo-mécanique sur le Plateau qui se développe surtout après 1930 en fournissant des équipements pour l'agriculture et pour les industries existantes.

B) Les transformations sous l'impulsion du début de la modernisation de l'agriculture (1930-1950)

Les recensements de 1940 et de 1950 ne présentent pas les données par branches concernant les communes. L'information la plus détaillée dont nous disposons est celle concernant l'année 1954, publiée en 1959 dans l'Enciclopédia dos Municípios Brasileiros (Encyclopédie des municipes brésiliens).

Le Tableau II.13 montre la participation des trois branches analysées ci-dessus dans la production industrielle. Nous observons que l'industrie du bois et l'industrie métallo-mécanique ont vu leur part diminuer au profit des industries alimentaires d'abord, et des industries de la fabrication de boissons et des tanneries ensuite.

TABLEAU II.13
PARTICIPATION DES BRANCHES INDUSTRIELLES A LA VALEUR
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, PAR VILLES, EN 1954
(%)

COMMUNES	BOIS	ALIMENTAIRE	METALLURGIE	AUTRES	TOTAL
Erechim	12,90	72,40	0,60	14,10 ^a	100,00
Ijuí	9,20	64,40	1,80	24,60 ^b	100,00
Panambi	#	#	#	#	#
Passo Fundo	13,90	64,40	4,40	17,30 ^c	100,00
Santa Rosa	15,40	53,70	0,20	30,70	100,00
Santo Angelo	5,60	70,70 ^d	0,50	23,20	100,00

Source: Enciclopédia dos Municípios Brasileiros, janeiro de 1959

Dont:

a- la fabrication de boissons (2,1%);

b- la fabrication de boissons (2,6%), le cuir et les produits similaires (3,8%) et les meubles (2,6%);

c- la fabrication de boissons (7,5%) et le cuir et les produits similaires (2,9%);

d- la transformation de produits minéraux (9,7%) et l'industrie chimique et pharmaceutique (6,9%);

e- inclue l'industrie du tabac (24,8%);

f- le cuir et les produits similaires.

#- données non-disponibles

D'après l'échantillon de 89 entreprises choisies parmi les principales de la région, auquel nous avons déjà fait référence, il y a 9 entreprises qui ont créées dans les années 1940 et qui sont toujours en activité. Parmi ces 9 entreprises, il y a 5 entreprises mécaniques, 2 tanneries, 1 fabricant de boissons et 1 frigorifique:

Grimm S. A. (mécanique, Ijuí)

Menegaz S.A. (mécanique, Passo Fundo)

Ernesto Rehn & Cia. Ltda. (mécanique, Panambi)

Mecânica Ritter S.A. (mécanique, Santo Angelo)

Kepler Weber S.A. (mécanique, Panambi)

Galvanho, Miola & Cia. Ltda. (cuir, Erechim)

Curtume Basso S.A. (cuir, Santo Angelo)

Bernardon Ind. e Com. de Bebidas Ltda. (boissons,
Passo Fundo)

Z.D. Costi & Cia. Ltda. (frigorifique, Passo
Fundo)

Le bois

Le déclin de l'industrie du bois dans la valeur de la production industrielle est lié à l'extinction de la forêt. Pourtant, le nombre d'entreprises de cette branche, d'après la liste des entreprises principales dressée par l'Encyclopédie des municipes, est frappant. Des 80 entreprises de la liste, 25 appartenaient à la branche bois. De ces 25 entreprises, 13 étaient localisées à Erechim et 9 autres à Passo Fundo.

La concentration des entreprises du bois à Passo Fundo et Erechim s'explique par deux raisons. D'une part, par la taille des entreprises de Passo Fundo qui était plus importante que dans les autres villes, ce qui a peut-être permis à l'industrie du bois locale de se maintenir plus longtemps. D'autre part, par la très grande extension du territoire d'Erechim à cette époque. Remarquons que cette commune occupait 5.029 km² dans une zone encore boisée et en processus de défrichage.

La gamme des produits de la branche était restreinte: bois scié et planches en brut et aplanies. C'étaient des produits simples en ce qui concerne la technologie employée et des produits dont la valeur ajoutée et les effets d'entraînement étaient désormais faibles. Ces facteurs, ajoutés à l'absence de politique de reboisement et, par conséquent, au manque de matière-première abondante à proximité, ont déterminé la décadence de la branche. Seulement 3 des 25 entreprises d'importance recensées en 1954 seront en activité dans les années 1980 (SIC, 1985a,b).

La période entre les années 1937 et 1954 a été marquée par des changements importants dans l'agriculture régionale¹⁶, grâce à une politique de modernisation et d'augmentation de la productivité mise-en-oeuvre par le gouvernement fédéral. Ces changements ont eu des effets sur l'industrie métallo-mécanique, et sur l'industrie alimentaire.

L'industrie alimentaire

Les données disponibles, concernant l'année 1954, montrent que la structure assez diversifiée de l'industrie alimentaire se maintenait. Pourtant, l'observation de la liste des entreprises principales de 1954 indique une perte d'importance de la production de graisse de porc. En

effet, parmi les 25 entreprises de la branche alimentaire citées par la liste, nous ne trouvons que 4 frigorifiques et raffineries de graisse.

En comparant les données de 1937 et celles de 1954 et après les avoir rendues relativement compatibles¹⁶, nous observons que les principales entreprises peuvent être distribuées de la façon suivante:

- 1937- 56% transformaient des produits d'origine animale et
44% transformaient des produits d'origine végétale.
- 1954- 30% transformaient des produits d'origine animale et
70% transformaient des produits d'origine végétale.

La transformation de produits d'origine animale concernait principalement les porcins tant en 1937 qu'en 1954. Les produits laitiers et la viande de boeuf étaient secondaires aux deux époques.

La transformation de produits d'origine végétale concernait principalement, en 1937, les moulins à blé et la fabrication de bonbons. En 1954, la proportion des moulins à blé, parmi les entreprises principales, est renforcée. Nous observons déjà, chez elles, la présence, à Passo Fundo, d'une filiale d'un groupe multinational: la S/A Moinhos Riograndense, du groupe Bunge y Born. Ce

renforcement des moulins à blé reflète les changements introduits dans la structuration de la culture du blé, depuis les années 1940. La modernisation de la culture du blé au Rio Grande do Sul sera un des thèmes du prochain chapitre.

Ici, nous voulons seulement rappeler que la production régionale de cette céréale s'est multipliée par 3 entre 1940 et 1950 (voir Tableau II.5, p. 131), que le Rio Grande do Sul était le principal producteur de blé du pays²⁰, et que la population brésilienne s'urbanisait rapidement. Surtout celle de la région la plus développée et la plus peuplée du pays -le Sud-Est²¹- nécessitant, par conséquent, une production d'aliments de base accrue. Tous ces facteurs ont certainement incité la fabrication de la farine de blé dans la région.

Après les moulins à blé, apparaissent les moulins de maté. Le maté est originaire de l'Amérique du Sud et, pendant longtemps, sa récolte a été une activité d'extraction étant donné l'abondance des bois naturels formés de ces arbres. Depuis le début du XX^e siècle, les plantations de maté se substituent aux bois naturels.

En 1933, le Sindicato do Mate Riograndense -Syndicat du maté du Rio Grande do Sul- est créé, ayant les mêmes objectifs que ceux du Syndicat de la graisse: organiser la

production, et améliorer la qualité du produit. A cette même époque, le gouvernement a établi des normes concernant la qualité du maté en vue de l'exportation²². L'apparition d'entreprises d'une certaine taille dans la branche montre que l'objectif "organisation de la production" a été atteint. En effet, auparavant, la production était le fait des agriculteurs ou des moulins localisés dans les zones rurales, et il n'y avait pas dans la région, d'établissement industriel spécialisé dans le maté.

Pour contrer l'action du Syndicat du maté, les producteurs et les commerçants locaux se réunissent dans des coopératives de production. La Cooperativa Regional dos Produtores de Mate -Coopérative régionale des producteurs du maté-, fondée en 1939, et dont la zone d'influence atteignait Ijuí, Santo Angelo et Santa Rosa, est un exemple de ces coopératives. Elle produisait et exportait du maté sous ses propres marques. Ce faisant, elle devait surmonter les obstacles du syndicat (WEBER, 1987)²³.

La consolidation du processus de modernisation de l'agriculture, le "boom" du soja dans les années 1970 et, surtout, les mauvaises cotations du maté ont entraîné l'arrachage d'une bonne partie des plantations de ce produit²⁴. Ce qui a entraîné la réduction de l'activité

industrielle le concernant. Dans les années 1980, nous ne trouvons qu'une des 7 entreprises de maté de la liste des entreprises principales. Cette entreprise est localisée à Erechim (SIC, 1985a).

A côté des moulins à blé et à maté, apparaissent sur la liste de 1954 des fabricants d'huiles végétales. Depuis 1943 le gouvernement faisait campagne en faveur d'une plus grande utilisation d'huiles végétales (WEBER, 1987, p. 80). Son objectif était de diversifier l'offre de matières grasses de manière à affaiblir les producteurs de graisse de porc pour les contraindre à limiter les hausses de prix. Vu le nombre d'entreprises produisant des huiles d'arachide, de lin et d'autres graines oléagineuses, il paraît que la campagne gouvernementale a été bien reçue par les commerçants-industriels. L'expansion de la culture du soja dans les décennies suivantes a renforcé ce segment de l'industrie alimentaire, mais en même temps elle l'a réduit à la fabrication d'huile de cette légumineuse. Nous verrons cette évolution dans le prochain chapitre.

L'industrie métallo-mécanique

Même si la part de l'industrie métallo-mécanique diminue dans la production industrielle, celle-ci se montre capable de répondre à une partie des nouveaux besoins découlant de la modernisation de l'agriculture.

C'est ainsi que nous observons parmi les 13 entreprises les plus importantes de la liste établie pour l'année 1954, 8 fabricants de moulins à céréales (3 entreprises) et de trieuses de blé (5 entreprises). Les trieuses étaient le seul équipement agricole produit par l'industrie locale. Tous les autres équipements devaient être importés de l'étranger. Dans les années 1930, nous avons vu que la gamme de produits était composée par les presseoirs de graisse de porc et de canne-à-sucre, les scies et d'autres équipements légers. La nouvelle orientation vers des équipements plus lourds va se consolider dans les décennies suivantes²⁵.

Le marché de ces entreprises était certainement régional. L'insuffisance de l'offre nationale et/ou externe, la faible intégration des marchés régionaux, faisaient de ce marché de proximité un marché protégé. Une telle situation se traduisait par un volume de production réduit, une organisation à peine rationnelle de la production, la maintenance de niveaux technologiques dépassés et de systèmes de gestion archaïques (SUZIGAN, 1966; FEE, 1976a). D'ailleurs, la simplicité des produits n'exigeait pas de structures plus avancées²⁶. Les industries de cette branche se sont diversifiées pour répondre à la nouvelle demande sans pour autant changer leur base technique.

Dans cette période de 1930 à 1950, le sous-système opérant se réorganise en fonction des changements dans l'agriculture. C'est une période de transition où le mode de fonctionnement du système commence à se modifier. Les interrelations entre l'agriculture, le commerce et l'industrie se restructurent. Les activités productives - agriculture et industrie- deviennent moins subordonnées au commerce régional. En revanche, les transformations de ces activités ne sont pas encore consolidées. Le système est au début d'un processus de bifurcation. Les industries les plus florissantes (bois et graisse de porc) marquent le pas. La première se heurte à l'épuisement des forêts consécutif aux excès d'un déboisement non compensé par une politique de reboisement. La deuxième se heurte à une transformation des normes de consommation (substitution des graisses végétales aux graisses animales). Cependant, il est intéressant de noter que de nouvelles branches prennent le relais (le soja pour la graisse de porc). En ce qui concerne l'industrie métallo-mécanique, elle tend à répondre à de nouveaux besoins consécutifs à la modernisation de l'agriculture. En effet, la deuxième moitié des années 1950 verra un changement qualitatif de la production mécanique de la région. Nous verrons dans le prochain chapitre comment l'organisation du crédit rural et des coopératives favorisera la consolidation de la modernisation de l'agriculture et l'implantation de l'industrie de machines agricoles sur le Plateau.

SECTION 3 - LE SOUS-SYSTEME DECISIONNEL:

L'ORGANISATION SOCIO-POLITIQUE

DU LIBERALISME A L'INTERVENTIONNISME ETATIQUE

L'Etat brésilien s'est transformé tout au long de la première moitié du XX^e siècle. De la fin de la Monarchie jusqu'en 1930, le pays a eu des gouvernements de tendance libérale et l'Etat central était faible dans ses rapports avec les Etats fédérés. Après 1930, nous assistons au renforcement du rôle de l'Etat fédéral et à la mise-en-place d'une structure administrative très stable, très influente et très centralisatrice.

Il est évident que ces formes de gouvernement se sont répercutées sur l'organisation interne des Etats fédérés. Les politiques économiques ont été particulièrement touchées par l'inflexion représentée par la Révolution de 1930. Cette révolution inaugure une période de transformations profondes quant à la façon de gouverner le pays. L'Etat tel qu'il a été organisé à cette époque se maintient quasiment inchangé jusqu'à nos jours.

Dans cette section, nous traiterons de ces transformations, en essayant de comprendre comment, face à elles, les différents niveaux de pouvoir se sont réorganisés. Dans un premier paragraphe, nous tracerons un

bref aperçu sur le panorama politique de 1890 à 1950. Nous nous attacherons particulièrement à décrire les politiques agricoles et industrielles du gouvernement fédéral et leurs interactions avec l'économie du Rio Grande do Sul. Dans un deuxième paragraphe, nous analyserons l'organisation des éleveurs, des colons et des commerçants-industriels du Plateau pendant cette période. Nous nous intéresserons à la création des coopératives, aux associations de défense des différents groupes et à la participation politique des immigrants.

En même temps que le sous-système opérant régional se réorganisait en interrelation avec la structure économique nationale, le sous-système décisionnel se transformait en interrelation avec l'organisation socio-politique nationale. Pour comprendre l'évolution du sous-système opérant il convient de la relier à celle du sous-système décisionnel. Il nous faut alors mieux connaître la formation de l'Etat brésilien républicain et ses interactions avec l'organisation socio-économique des Etats fédérés.

§1 - BREF APERCU SUR LE PANORAMA POLITIQUE DEPUIS LA
PROCLAMATION DE LA REPUBLIQUE (1889) JUSQU'AUX
ANNEES 1950²⁷

A) La Vieille République - Le système libéral

La période entre 1889, l'année de la proclamation de la République, et 1930 est connue sous la dénomination de Vieille République. Cette période est caractérisée par la "politique des gouverneurs" qui était, à son tour, la synthèse d'un type de fédéralisme qui associait des états fédérés autonomes et une Union forte sous l'égide des états forts - en effet, des gouverneurs de ces états.

A la fin du XIX^e siècle, la Couronne n'était soutenue que par les planteurs de café de la Vallée de la Paraíba, à Rio de Janeiro. Ces planteurs étaient un groupe en décadence qui nécessitait les faveurs de l'Etat pour survivre. Les planteurs de café de l'Etat de Sao Paulo, plus précisément de l'Ouest de Sao Paulo, représentaient, à leur tour, la "modernité" de l'oligarchie du café. Ceux-ci voyaient, dans le travailleur libre, la main-d'oeuvre de l'avenir et comptaient sur lui pour assurer la prospérité de leur activité, au contraire des premiers qui étaient esclavagistes. L'utilisation de la main-d'oeuvre libre changeait, et de beaucoup, tout le mode de

fonctionnement des "fazendas": il faudrait payer des salaires, les financements devraient être garantis par le patrimoine ou par les récoltes et non plus par les esclaves comme il en était coutume. Il fallait donc réformer l'Etat, le moderniser socialement, politiquement et économiquement. Il fallait "américaniser *la monarchie*, c'est-à-dire *la républicaniser*" (Ruy Barbosa apud FAORO, 1987, p. 462). Dans la mouvance des planteurs de café de l'Ouest de Sao Paulo, apparaissaient les oligarchies de Minas Gerais et du Rio Grande do Sul.

Il y avait parmi les penseurs et les politiques brésiliens la certitude qu'une république fédérative constituait le moyen de maintenir l'union du pays. En effet, face à la centralisation excessive de la monarchie, les provinces (surtout Sao Paulo et Rio Grande do Sul) étaient attirées par le séparatisme, à mesure qu'elles se développaient (FAORO, 1987).

La province du Rio Grande do Sul était en faveur d'une fédération "pleine", c'est-à-dire: d'Etats autonomes, politiquement et financièrement, et d'un gouvernement fédéral ayant un budget minimal qui serait complété par les Etats au fur et à mesure des besoins (FAORO, 1987). La province de Sao Paulo était en faveur d'une Union plus forte. Cette province était, déjà à cette époque, celle qui se développait le plus vite. Dans le système préconisé

de la "politique des Etats", cette province aurait l'ascendant sur les autres mais, pour dominer, il lui faudrait contrôler le gouvernement fédéral:

"l'Union devrait avoir une certaine force, insuffisante pour annuler l'unité fédérée mais suffisamment significative pour servir d'instrument de domination sur le Nord" (FAORO, 1987, p. 467)

C'est le schéma appuyé par Sao Paulo qui sortira vainqueur. Pendant toute la Vieille République, les présidents du Brésil seront choisis par les oligarchies de Sao Paulo et de Minas Gerais, et la politique du café sera le grand thème de l'administration économique de la République. Pendant cette période, les projets du système national sont donc soumis aux intérêts de l'oligarchie du café qui domine le sous-système opérant et qui contrôle le sous-système décisionnel.

Le Rio Grande do Sul et la Vieille République

Au Rio Grande do Sul, les républicains étaient réunis dans le Partido Republicano Riograndense -Parti républicain riograndense-PRR- d'inspiration positiviste. Ce parti était initialement formé par des universitaires, fils des éleveurs non liés à l'axe traditionnel de l'élevage du Sud de l'Etat (Pelotas-Rio Grande-Bagé). Ces universitaires critiquaient vivement l'immobilisme du Parti libéral,

parti de l'establishment pendant l'Empire. A ce noyau, se sont ralliés d'autres groupes: les nouvelles couches urbaines, les petits propriétaires ruraux des colonies (italiennes, surtout), les banquiers, les industriels et les commerçants issus du complexe colonial et, finalement, les militaires (PESAVENTO, 1988).

Le PRR proposait un projet de développement régional alternatif à la domination de l'élevage. Ce projet, en englobant tous les secteurs nouveaux, apportait une réponse aux demandes d'une société qui s'était beaucoup diversifiée tout au long du XIX^e siècle (PESAVENTO, 1988). Le fondement positiviste voulait que le développement économique fût accompagné par l'ordre. Cela a justifié le ralliement de groupes tels que les banquiers et les commerçants.

"Bref, face à une politique économique tournée vers l'élevage, le PRR offrait un projet de développement global de l'économie; face à un gouvernement attaché à une classe, il offrait une alliance plus large entre les secteurs détenant le capital où les éleveurs apparaissaient comme un des éléments de l'accord; finalement, face à un Etat monarchique patrimonial, marqué par la politique de faveurs où le public et le privé se confondaient en raison d'un régime de concessions, il présentait une modalité d'Etat bourgeois qui devrait assurer la liberté de concurrence entre les producteurs" (PESAVENTO, 1988, p. 107/108).

Le PRR a gouverné le Rio Grande do Sul pendant toute la Vieille République. Il avait le contrôle des mécanismes

des élections, ne permettant pas que l'opposition eût une présence politique plus grande. En 1923, il y a eu un soulèvement de l'opposition, liée aux éleveurs qui traversaient à ce moment-là leur pire crise économique. Le gouvernement est arrivé à soumettre les révolutionnaires mais, désormais, il n'était plus possible d'ignorer les demandes de l'opposition. La base de soutien du PRR s'est fragmentée, avec la défection d'une partie des éleveurs, et le régime a commencé à se transformer.

Une nouvelle génération prend alors le pouvoir dans le PRR. Elle était plus nationaliste que régionaliste. En ce qui concernait les fondements du parti, elle était plus pragmatique et moins rigide et positiviste. Ce groupe a maintenu le projet de développement global mais, en 1928, quand, à travers la personne de Getulio Vargas, il a pris la direction du gouvernement, il a porté une attention particulière aux problèmes de l'élevage. Ce geste envers l'opposition a permis la réunification politique du Rio Grande do Sul. Les républicains de la nouvelle génération ont pu alors dénoncer les accords de la "politique des gouverneurs" et mettre fin à la Vieille République (PESAVENTO, 1988).

Les politiques industrielles et agricoles sous l'ordre libéral

Pendant toute la Vieille République, le Rio Grande do Sul a échangé son appui au gouvernement fédéral devant le Parlement national et sa non-prétention à élire le président contre la non-intervention dans ses affaires internes. La politique et l'économie du Rio Grande do Sul étaient exclusivement l'affaire du PRR. Cela ne signifie pas que l'Etat ait voulu devenir une autarcie. Au contraire, le projet économique du Rio Grande do Sul a toujours été lié au marché brésilien. L'Etat était auto-suffisant, par son économie diversifiée, et il était, en même temps, le "grenier" du pays, par sa production agricole de "*marché interne*" (PESAVENTO, 1986).

A cette époque, la question du développement de l'industrie "naturelle" et de l'industrie "artificielle" était beaucoup discutée. L'industrie "naturelle" transformait les matières-premières agricoles (d'origine végétale ou animale). Selon l'opinion de l'époque, elle méritait tout l'appui de la société. L'industrie "artificielle", à son tour, transformait les matières-premières non-agricoles. Celle-ci était considérée trop onéreuse pour la société.

"Le programme officiel du PRR² présentait, parmi ses thèses financières et économiques, les propositions

suivantes: appuyer le développement de l'agriculture, de l'élevage et des industries rurales; organiser le plan général des transports en vue de garantir la défense du territoire national, le développement industriel du pays et la facilité de ses relations avec l'étranger; protectionnisme: protection aux industries du pays." (PESAVENTO, 1988, p. 116)

Le PRR était, donc, favorable à l'industrialisation²⁹ et, étant donné l'alliance qui le soutenait, il était en faveur de l'industrie "naturelle". C'est donc dans ce cadre que le gouvernement du Rio Grande do Sul a favorisé l'organisation de l'industrie "naturelle" naissante à travers les syndicats, comme nous l'avons vu plus haut. L'industrie "artificielle" est apparue parallèlement à l'agro-industrie en lui procurant des outils et des équipements.

Au niveau central, l'industrie n'avait pas beaucoup d'appui³⁰. Le gouvernement fédéral était contrôlé par l'oligarchie du café qui trouvait l'industrialisation trop onéreuse. Ce groupe avait peur que la croissance industrielle n'entraîne la fuite des capitaux et celle de la main-d'oeuvre de l'agriculture vers l'industrie. Il craignait aussi que le protectionnisme ne renchérisse les inputs que l'agriculture d'exportation utilisait, et, qu'en représailles, les pays importateurs n'imposent plus lourdement le café brésilien. Les consommateurs urbains et le commerce d'importation se joignaient à l'oligarchie pour réclamer l'abaissement des tarifs douaniers, les uns

revendiquant des prix plus bas pour les biens de consommation, les autres craignant la concurrence des produits nationaux (MUELLER, 1983).

L'industrie s'est développée en profitant des politiques cambiales et douanières dont l'acteur principal était le café, et, aussi, des crises qui la protégeaient de manière indirecte, en rendant les produits importés trop chers.

Pour se défendre, les industriels ont d'abord intégré les associations commerciales qui existaient depuis longtemps. Les analystes de cette période montrent que les industriels n'ont quitté les associations commerciales et fondé leurs propres associations qu'au moment où ils se sont heurtés à des problèmes qui soit les opposaient aux intérêts du commerce, soit se révélaient trop spécifiques (MUELLER, 1983; PESAVENTO, 1988). C'est ainsi que les industriels se sont organisés en des associations³¹ pour revendiquer la continuité du régime des tarifs qui était essentiel à leur développement et pour défendre des positions qui leur étaient spécifiques -telles que la législation du travail et le contrôle des grèves. Les résultats qu'ils ont obtenus à travers leurs organisations n'ont pas été exceptionnels. Par exemple, ils ont été capables d'éviter une réforme libérale des tarifs mais ils n'ont pas su lutter pour la rationalisation des tarifs:

tous les biens (de consommation et d'équipement confondus) étaient imposés au même taux, ce qui ne favorisait pas l'investissement en biens d'équipement lesquels étaient, à cette époque, totalement importés.

Cet état de choses s'est maintenu presque immuable jusqu'à la fin de la Vieille République. L'industrie croît mais sans une politique qui lui soit spécifique. Il en va de même pour l'agriculture de "marché interne". Pendant toute la période, il n'y a eu ni de politique de prix, ni de crédit pour l'agriculture consacrée à l'approvisionnement interne.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce a été inopérant pendant toute la période (MUELLER, 1983). En ce qui concerne l'agriculture, il a créé plusieurs stations d'expérimentation agricole (dans le Rio Grande do Sul, la Bahia et le Rio de Janeiro), et il était chargé de l'aide technique et de la fiscalisation des produits. Mais, les ressources que le gouvernement lui destinait n'étaient pas en proportion avec ses fonctions. En 1923, le Ministère n'avait que 79 agronomes et 39 vétérinaires pour tout le pays. En 1926, son budget était plus petit que celui du Secrétariat à l'Agriculture de Sao Paulo.

Cette faiblesse du Ministère de l'Agriculture dans un pays agricole s'explique par le poids du café et du secteur agro-exportateur dans l'économie. La politique du café était l'affaire des Etats producteurs, du Ministère des Finances et du Président de la République. Le Ministère de l'Agriculture était chargé de tous les produits agricoles à l'exception du café. Comme les producteurs des autres produits et, surtout, les producteurs pour le marché interne, n'exerçaient pas d'influence suffisante auprès du gouvernement pour exiger une politique qui leur fût favorable, l'institution chargée de les aider est restée à court de ressources budgétaires et humaines.

Selon les rapports de l'époque, le Ministère de l'Agriculture considérait qu'un des problèmes majeurs de l'agriculture au Brésil était le manque de crédit³². En effet, le crédit destiné à l'activité agricole, à l'exception du café, était pratiquement inexistant. La Banque du Brésil avait peu d'agences dans le pays et n'opérait pas dans ce domaine. Le crédit existant était offert par les banques commerciales ou par les coopératives de crédit agricole. Mais, ces dernières se sont largement détournées de cet objectif: elles se sont conduites comme de vraies banques commerciales, prêtant de l'argent à "*des fonctionnaires, des employés du commerce et des petits commerçants*" (Ministério da

Agricultura apud MUELLER, 1983, P. 174). Les banques commerciales, à leur tour, n'avaient pas de lignes de crédit spécifiquement agricole. Les agriculteurs entraient en compétition avec les emprunteurs urbains pour l'obtention du crédit. La garantie exigée par les banques était patrimoniale; cette obligation, acceptable pour les grands propriétaires, l'était beaucoup plus difficilement pour les moyens et petits propriétaires. Cela pénalisait, encore une fois, les agriculteurs du Rio Grande do Sul.

En 1930, une révolte des oligarchies régionales met fin à la Vieille République. Pendant quatre décennies, le pays n'a eu ni de politique agricole digne de ce nom ni de stratégie industrielle. La prochaine période, 1930-1950, donnera lieu à des changements dans le style de gouvernement, dans l'autonomie des Etats fédérés et dans la politique économique.

B) L'Etat Nouveau - Le volontarisme et l'Etat-entrepreneur

Dans les années 1920, le système de la "politique des gouverneurs" montrait des signes d'essoufflement. La cohérence nationale se dégradait et le pays risquait de se voir dépecé par les oligarchies régionales. De nouveaux groupes se sont organisés, notamment celui des jeunes officiers de l'Armée -les "lieutenants": ils réclamaient

des réformes politiques, telles que le vote direct et secret ainsi que le démantèlement du contrôle de l'Etat par les oligarchies régionales. Plusieurs révoltes ont marqué cette décennie sans qu'aucun gouvernement ne chute. L'ambiance générale montrait que le Brésil avait changé depuis 1889, et qu'un changement dans le système de gouvernement devenait nécessaire.

L'année 1928 a été une mauvaise année pour la récolte du café et, par conséquent, le pays a moins exporté. L'année suivante, il y a eu surproduction et la Grande crise a fait chuter le prix du café. Deux années consécutives de crise pour le café et l'éclosion de la crise internationale ont mis en péril la politique économique du gouvernement Washington Luiz qui était basée sur les exportations -et exporter à cette époque se résumait à exporter du café. L'incapacité du gouvernement à adopter une nouvelle politique face aux événements a fait que le camp de l'opposition s'est accru.

Cette opposition s'est présentée aux élections présidentielles de 1929. Son candidat était Getulio Vargas, gouverneur du Rio Grande do Sul et représentant de la nouvelle génération du PRR. Vargas, appuyé par l'Alliance libérale, qui s'était formée au sein des Etats du Rio Grande do Sul, Minas Gerais et Paraíba, n'a pas gagné les élections malgré l'appui des populations

urbaines. Le candidat officiel, élu par une large majorité, devait prendre le pouvoir en 1930.

Tout au long de l'année 1930, l'opposition a repris son élan, quelque peu terni par l'échec électoral, en sachant catalyser les mécontentements et en profitant des crises parlementaires³³.

En octobre 1930, le mouvement de l'opposition est devenu révolutionnaire. Les forces révolutionnaires ont pris le pays d'assaut et, trois semaines après le début de la révolte, le président Washington Luiz a été remplacé par Getulio Vargas.

Le nouveau président va gouverner le pays pendant quinze ans: d'abord en tant que chef du gouvernement provisoire, ensuite comme président constitutionnel élu et, de 1937 à 1945, comme dictateur. Cette dernière période est connue sous la dénomination de l'Etat Nouveau.

Son gouvernement, malgré le manque d'une idéologie claire³⁴, a été depuis le début caractérisé par le nationalisme et l'autoritarisme.

La nationalisme allait à l'encontre du libéralisme de la Vieille République tant sur le plan politique qu'économique.

Sur le plan politique, le nationalisme visait la construction de la nation brésilienne, ce que le libéralisme républicain avait été incapable de faire. La limitation de l'autorité du gouvernement central au profit d'un fédéralisme exacerbé aurait entraîné le pays à l'anarchie, -"situation dans laquelle n'importe quel petit chef de bourg commande plus que la nation"-, ce qui aurait mis en danger l'indépendance nationale menacée désormais par l'impérialisme économique. "Le gouvernement de l'Etat national doit être fort, pour coordonner la société et développer l'économie." En plus, "les pays nouveaux ont besoin de construire artificiellement la nationalité". Le "nationalisme (...) est une nécessité élémentaire pour un peuple jeune qui n'arrivera jamais à l'âge de la vie dynamique, sans se constituer en "nation", c'est-à-dire sans former la base statique, le fondement anatomique, le corps structural, de la société politique." Il ne s'agissait donc pas d'un nationalisme xénophobe. Au-delà de la défense des nationaux, il y avait l'intention de reconstruire, de réorganiser, de réformer le pays à travers l'Etat (FAORO, 1987, p. 670/671; les citations sont d'Alberto Torres³⁵, un notable de la République qui commandait le mouvement nationaliste).

Sur le plan économique, il fallait entreprendre des réformes pour rendre le pays moins dépendant des importations, surtout des produits sidérurgiques.

Début 1931, G. Vargas déclarait:

"Nous aurons beaucoup fait si nous nous libérons dans très peu de temps de l'importation de produits en fer, en produisant l'indispensable à l'approvisionnement du pays (...). Notre avenir viendra de la terre par le développement intense de l'agriculture. Mais l'effort pour atteindre ce but se stérilise et s'affaiblit quand nous pensons que toutes les machines, des charrues (...) aux véhicules qui transportent le produit des récoltes, doivent venir de l'étranger" (Getulio Vargas apud FAORO, 1987, p. 721).

L'accent mis sur l'agriculture change au long des années 1930. En 1939, le même Vargas dira que le fer, le charbon et le pétrole sont les "arc-boutants de l'émancipation économique du pays".

Il fallait, par conséquent, exploiter convenablement les richesses du pays, et le faire rapidement pour rattraper le retard, mais sans perdre de vue la défense nationale.

"La politique économique brésilienne doit, en partie, s'orienter vers la défense de la possession et l'exploitation de nos sources permanentes d'énergie et de richesse, telles que les chutes d'eau et les gisements de minerais. Je pense qu'il serait convenable de nationaliser certaines industries et de socialiser progressivement d'autres (...)." (Getulio Vargas -1931- apud FAORO, 1987, p. 715)

Dans ces déclarations nous trouvons les principes du nationalisme économique: des ressources, des services et des industries qui ne pourraient pas être aliénés au

capital étranger. En outre, l'Etat devrait, dans certains cas, être l'animateur direct de cette politique, voire en être l'entrepreneur. En effet, toute préoccupation de défense nationale, très chère à l'Armée, mise à part, il était difficile de trouver auprès des capitalistes brésiliens les ressources nécessaires pour construire, par exemple, une usine sidérurgique. L'apport de capital étranger devait être en principe minoritaire pour que le contrôle restât national. L'Etat-entrepreneur était, donc, essentiel pour l'accomplissement du développement "nationalisé".

A côté des textes de loi garantissant le contrôle étatique des ressources naturelles³⁶, cette politique s'est traduite par la création de plusieurs sociétés étatiques (DRAIBE, 1985):

- la Companhia Siderurgica Nacional -sidérurgie (1941);
- la Companhia Vale do Rio Doce -minération (1942);
- la Companhia Nacional de Alcalis -chimie de base (1943);
- la Fabrica Nacional de Motores -matériel de transport (1943);
- la Companhia Hidrelétrica do Sao Francisco
-électricité (1945);
- la Petrobras -pétrole (1953).

Le caractère autoritaire du régime était déjà en gestation pendant les derniers gouvernements de la Vieille République. Pour contrer les révoltes successives et pour mieux contrôler la politique financière et cambiale, les gouvernements des années 1920 ont entrepris le renforcement du pouvoir fédéral, en intervenant dans les Etats, en censurant la presse. Le nationalisme des révolutionnaires de 1930 appelait un Etat fort capable de peser plus que les Etats fédérés, de constituer un ensemble national et de commander durablement l'économie et la société. Le coup d'Etat de 1937 renforce cette caractéristique.

Le régime est autoritaire mais non totalitaire. Selon K. Loewenstein³⁷ :

"Le concept "autoritaire" caractérise une organisation politique où un seul détenteur du pouvoir -une seule personne ou "dictateur", une assemblée, un comité, une "junte" ou un parti- monopolise le pouvoir politique sans qu'il soit possible aux citoyens de participer réellement à la formation de la volonté étatique. Le seul détenteur impose à la communauté ("les destinataires du pouvoir") sa décision politique fondamentale, c'est-à-dire il l'a dicté aux citoyens. Le terme "autoritaire" concerne plus la structure gouvernementale que l'ordre social. En général, le régime autoritaire se satisfait avec le contrôle politique de l'Etat sans prétendre à la domination de la totalité de la vie socio-économique de la communauté, ou à la détermination de son attitude spirituelle en accord avec son image." (Loewenstein apud FAORO, 1987, p. 741)

Pour pouvoir décider sans consulter les "destinataires du pouvoir", les gouvernements Vargas ont réorganisé l'Administration publique. Une technobureaucratie forte s'est substituée à la bureaucratie faible et routinière de la Vieille République. Entre le gouvernement et le peuple il n'y avait plus désormais que cette bureaucratie. La médiation des oligarchies régionales était terminée.

Des organismes étatiques ont été mis en place pour s'occuper de tous les secteurs: qu'il s'agisse du café, du coton ou de la sidérurgie. La Banque du Brésil est devenue le contrôleur de l'activité économique. Du côté social, le nouveau régime a entrepris une politique de soutien et de contrôle des travailleurs. Le discours officiel a transformé les questions ouvrières de "cas de police"³⁸ en question sociale qu'il fallait résoudre sous la tutelle de l'Etat.

Le Ministère du Travail est créé en 1930. Pendant la période 1930-1945, plusieurs normes sont édictées visant à la protection des travailleurs. Des lois sur le travail féminin et des mineurs, sur la carte de travail, sur la journée de huit heures avec congé hebdomadaire payé et sur les vacances annuelles rémunérées ont été promulgués lors du premier gouvernement Vargas (1930-1934)³⁹. La période de l'Etat Nouveau a vu la création d'un Tribunal de Justice du travail (1939), la création du SMIC (1940), la

consolidation de la Législation du Travail -organisant dans un seul document toutes les lois concernant le travail- (1943), le perfectionnement de la Loi sur les accidents du travail (1944/1945), la modification de la Loi des 2/3 -voir note 39- et la création du salaire familial (1944/1945).

Parallèlement à cette législation qui visait à "*la valorisation du capital humain*" (Getulio Vargas apud PESAVENTO, 1988, p. 235), l'Etat s'est occupé de contrôler le mouvement ouvrier. La période 1914-1929 avait été troublée par des mouvements de revendications ouvrières fomentés par les communistes ou par les anarchistes⁴⁰. Il n'y avait certes pas d'organisation ouvrière mais les mouvements de grève étaient de plus en plus suivis. La réaction policière des patrons et des gouvernements n'améliorait pas la situation. La Loi sur les syndicats⁴¹, de 1930, a mis tous les syndicats sous le contrôle du Ministère du Travail. Désormais, la syndicalisation devenait obligatoire tant pour les employés que pour les employeurs. Leurs différends devaient être résolus sous l'égide du Ministère. En plus, chaque profession ne pouvait avoir qu'un seul syndicat, en finissant ainsi avec le pluralisme syndical. En 1935, le Ministère a commencé à éloigner les leaders les plus autonomes de la direction des syndicats. Des représentants officiels ont été

indiqués pour les remplacer, complétant ainsi la "domestication" du mouvement ouvrier.

Toute la législation promulguée pendant la période s'est inspirée de la législation du travail de l'Italie fasciste. C'est dans la Carta del Lavoro que le régime est allé chercher l'idée corporatiste de l'organisation syndicale qui rendait plus facile la tâche de maintenir la "paix sociale".

La nouvelle organisation de l'Etat brésilien était donc fondée sur autoritarisme politique, le gouvernement fédéral subordonnant le pouvoir politique des Etats fédérés et mettant sous sa tutelle les conflits concernant les relations de travail, et sur le volontarisme économique, créant une technobureaucratie très structurée. Le gouvernement fédéral se donnait ainsi les moyens de réorganiser, "d'en haut", la structure productive du pays.

Les politiques agricoles et industrielles de l'Etat volontariste

La période 1930-1945 a été marquée par une série de crises, endogènes et exogènes. Ces crises ont restreint la capacité à importer du Brésil par le double jeu des difficultés de balance commerciale -baisse des revenus d'exportation avec la chute du prix du café et des autres produits traditionnels d'exportation⁴²- et de la diminution de l'offre externe de certains produits.

Le paiement de la dette extérieure a été la préoccupation majeure du gouvernement jusqu'en 1937. Les soldes positifs nécessaires de la balance ont été obtenus grâce à la diminution des importations (voir note 42). Les instruments utilisés pour contenir les importations ont été les tarifs et la centralisation du change par la Banque du Brésil. Cette banque payait en priorité les importations jugées essentielles selon les directives gouvernementales (MUELLER, 1983). Cette politique d'importation favorisait l'entrée de machines, d'équipements et de matières-premières de base. En revanche, elle pénalisait les importations de biens de consommation, y compris les produits alimentaires et les matières-premières d'origine agricole (MUELLER, 1983). L'Etat Nouveau a renforcé cette politique qui visait à réduire la dépendance historique du pays au secteur agro-exportateur.

Les politiques agricoles (MUELLER, 1983, p. 305/329)

Les lignes générales de la politique fédérale concernant l'agriculture se sont maintenues jusqu'en 1936. C'est ainsi que les politiques se sont concentrées sur les seuls produits d'exportation, notamment le café.

En 1933/1934, le Ministère de l'Agriculture a été réorganisé en vue de rendre efficace son action dans tout le pays. La réforme administrative a été accomplie mais la nouvelle structure n'a pas fonctionné faute de ressources budgétaires. La nouvelle organisation laissait, néanmoins, prévoir un changement de la politique vis-à-vis des produits agricoles, dans le sens de l'élaboration d'une stratégie globale.

A partir de 1937, le gouvernement a pris deux séries de mesures visant à augmenter la production interne de produits alimentaires. Ces mesures ont été les unes à caractère positif et les autres à caractère négatif.

Parmi les mesures positives nous pouvons citer la création de la Carteira de Crédito Agricola e Industrial - Département de Crédit agricole et industriel-CREAI- de la Banque du Brésil. La CREAI, créée en 1937, visait à l'élargissement de l'usage du crédit agricole, en rendant les conditions de financement plus adéquates à l'activité des agriculteurs. Alors qu'en 1938, la CREAI était

responsable de seulement 5% du financement des activités productives dans le cadre de la Banque du Brésil, en fin de période, en 1945, les financements de la CREAI représentaient 62% des financements totaux de la banque. La croissance de l'importance de ce département suit de près l'évolution des financements de l'agriculture. Ces financements ont augmenté de 1.208% entre 1938 et 1945. Pendant la même période, le crédit à l'industrie a crû de 406% et celui affecté aux commerce, aux services, aux transports et au bâtiment ont augmenté de 184%.

Malgré l'augmentation significative du crédit à l'agriculture, le financement de ce secteur était encore très restreint. C. Mueller (1983) calcule que le crédit agricole représentait, en 1945, environ 14% de la rente brute de l'agriculture⁴³. En plus, les ressources étaient concentrées sur un petit nombre de produits, surtout des produits d'exportation.

L'exemple du Rio Grande do Sul est clarifiant au sujet de la concentration des financements. Cet Etat, comme nous l'avons déjà remarqué plus haut, produisait presque exclusivement pour le marché interne, ayant une structure de production assez diversifiée. Néanmoins, il y avait un produit qui se détachait dans cette structure: le riz. Ce produit était, depuis les années 1940, cultivé de façon entrepreneuriale, dans des moyennes et grandes propriétés

de la région de la Dépression centrale (CONCEICAO, 1986). Les riziculteurs n'étaient pas très nombreux mais ils étaient suffisamment organisés. Ce mode d'organisation les favorisait face à l'insuffisante implantation territoriale des agences de la Banque du Brésil. En effet, la banque n'avait pas un réseau important d'agences, elle était implantée dans les villes les plus grandes et les plus anciennes. Selon sa direction, elle n'avait pas les moyens d'étendre à l'époque géographiquement ou quantitativement sa zone d'action. Cela l'"obligeait" à financer les producteurs traditionnels et les plus proches, notamment ceux qui pratiquaient l'élevage et la culture du riz, dans le cas du Rio Grande do Sul. Cet état des choses s'est maintenu jusqu'aux années 1960 quand le crédit rural est devenu l'instrument principal de la politique agricole.

De 1937 à 1943, la CREAÍ avait prêté Cr\$ 628 millions au Rio Grande do Sul ainsi distribués, selon la nature des projets (Correio do Povo, 13.02.1944):

- 2 millions - agro-industrie⁴⁴;
- 1 million - agro-élevage;
- 19 millions - industrie⁴⁵;
- 238 millions - élevage;
- 367 millions - agriculture.

Les Cr\$ 367 millions destinés à l'agriculture ont été distribués de la façon suivante:

354 millions pour le riz;
3 millions pour le lin;
3 millions pour la manioc;
1,6 millions pour le maïs;
1,2 millions pour les machines;
0,5 million pour le blé.
3,7 millions pour diverses produits.

La presque totalité des financements a été destinée à la culture du riz. Les cultures typiquement coloniales - le maïs et la manioc-, dont nous avons dans la section précédente souligné l'importance- ont reçu un peu plus de 1% du total financé. La culture du blé qui était très importante dans la stratégie de substitution aux importations du gouvernement avait reçu 0,14% des financements.

En 1943, le gouvernement a pris une autre mesure avec la création de la Comissao de Financiamento da Produção - Commission de financement de la production-CFP. Cette commission, formée par des représentants des ministères de l'Agriculture, du Travail, de l'Industrie et et du commerce, des Finances et des Forces armées, faisait partie des mesures de guerre et sa fonction était de contribuer à l'approvisionnement adéquat de denrées alimentaires et de matières-premières d'origine agricole. La CFP a été totalement inopérante, elle a disparu à la

fin de l'Etat Nouveau pour réapparaître, en 1951, rattachée au Ministère des Finances, quand la politique des prix minima a commencé. A la fin des années 1980, la CFP a un rôle politique et normatif très important: "elle gère les moyens de stockage de transport et de fonctionnement nécessaires aux acquisitions par le gouvernement grâce aux ressources officielles rétrocédées par la Banque du Brésil" (EFA, 1989).

Nous pouvons encore citer, parmi les mesures positives, la création du Serviço de Expansao do Trigo - Service d'expansion du blé-SET-, fin 1943. La création du SET visait à réorganiser et à accroître la production de blé de manière à diminuer les importations de cette céréale. Son action, qui a notamment favorisé le Rio Grande do Sul, sera analysée dans le prochain chapitre.

Les mesures "négatives" ont concerné la fixation des prix par le gouvernement et le contrôle de l'approvisionnement. Ces mesures se sont amplifiées pendant la période de la guerre (1940-1945), notamment avec la création d'une commission de mobilisation économique dont les attributions étaient vastes⁴⁶. Cependant, les mesures négatives ont été inefficaces, surtout parce qu'elles n'ont pas été accompagnées de mesures positives adéquates.

La politique industrielle

Au cours de la période 1930-1945, l'industrie a bénéficié de deux avancées: la protection et les incitations à l'expansion de l'industrie des biens de consommation d'un côté, et l'émergence d'un projet d'industrialisation lourde de l'autre.

L'expansion de l'industrie des biens de consommation a été favorisée par une série d'instruments:

"les politiques de protection, avec l'abaissement des tarifs sur les biens et les équipements industriels et la protection des biens similaires nationaux; la distribution des devises monopolisées par l'Etat selon un critère d'essentialité qui prenait en compte tant les besoins étatiques que l'importation d'équipements et de combustibles; les nouvelles politiques de crédit, prises surtout après la création de la CREA; l'abolition des impôts inter-Etats (...)" (DRAIBE, 1985, p. 100/101).

Ces instruments, couplés à la défense du café⁴⁷, ont permis la récupération rapide de la croissance industrielle après la crise de 1929. C'est ainsi que l'industrie de transformation a crû de 1% par an pendant la période 1929-1932 et de 11,3% par an de 1933 à 1939 (MUELLER, 1983). Les industries, protégées par la politique douanière, ont pu non seulement augmenter leur production mais aussi se rééquiper⁴⁸.

Les années de guerre ont réduit l'offre étrangère. L'industrie brésilienne qui était très dépendante des importations d'équipements et de certaines matières premières a diminué son rythme de croissance. Le taux annuel de croissance de l'industrie a été de 1,1% entre 1939 et 1942. Mais les industries se sont accomodées aux restrictions imposées par le conflit et la croissance s'est accélérée. Entre 1942 et 1945, l'industrie a crû de 9,4% par an (MUELLER, 1963).

Il n'y avait pourtant pas une stratégie globale pour l'industrie. Le crédit est resté pratiquement tout aussi difficile à obtenir, malgré la création de la CREAL⁴⁹, et les longues discussions sur la création d'une institution exclusive pour le financement des industries⁵⁰ et sur la planification n'ont pas abouti. Ces discussions ont été déclenchées par les projets du régime concernant l'industrialisation lourde.

C'est à partir de l'Etat Nouveau que le projet d'industrialisation lourde prend forme. Déjà en 1931, Vargas déclarait que le plus grand problème du Brésil consistait dans le manque de production sidérurgique. Pour affronter un défi de cette taille, il fallait faire beaucoup: renforcer la machine gouvernementale, trouver les ressources et, surtout, ne pas perdre de vue la cohérence entre les projets.

D'abord, il y avait les problèmes d'infrastructure à résoudre. Le Plan général des transports a été élaboré en 1934; les premières études sur l'électrification ont débuté avec la création du Département national des eaux et de l'énergie électrique (DRAIBE, 1985).

Il faut remarquer que les problèmes de transport et d'énergie électrique étaient graves. Les journaux de l'époque rapportent le malaise des "classes productrices" et des gouvernements locaux vis-à-vis des défaillances de l'approvisionnement en énergie électrique et du manque de wagons de chemin de fer, de camions ou, encore, de routes bien entretenues. Ces problèmes n'ont pas reçu de solution globale tout au long des gouvernements Vargas mais c'est à cette époque qu'une amorce de solution d'ensemble est apparue.

La question des ressources financières a suscité une réorganisation des finances publiques grâce à la création de nouvelles sources de recettes et à l'installation de contrôles de la dépense. En 1939, le budget fédéral commence à séparer les dépenses ordinaires des dépenses d'investissement. Le gouvernement se donnait ainsi des instruments d'action et de contrôle de sa politique (DRAIBE, 1985).

Pendant les années suivantes, la création d'un organisme central de planification a été discutée non seulement dans la sphère du gouvernement mais aussi dans celle des entrepreneurs.

Le Jornal do Brasil, un des principaux journaux du pays, publiait, en 17.11.1943, un éditorial sur la création prochaine du conseil de politique industrielle en le qualifiant d'opportun. L'éditorial remarquait que la transformation du Brésil, de pays agricole en pays industriel, exigeait une programmation technique qui devrait orienter toutes les implantations industrielles. Début 1944, le Conseil national de politique industrielle et commerciale a été créé. Ce conseil était formé par des représentants de plusieurs ministères, des associations de l'industrie et du commerce, des secteurs de la bureaucratie économique, des techniciens et des spécialistes. Il avait été conçu pour définir les lignes directrices du développement industriel et commercial du pays dans l'après-guerre, y compris en ce qui concerne la question institutionnelle, c'est-à-dire la création de l'agence de planification. Parmi les entrepreneurs il y avait deux courants: un libéral et l'autre interventionniste. Les discussions entre ces deux courants allaient bon train, quand Vargas a décidé de créer la Commission de la planification économique -CPE-, formée

par des représentants des ministères et rattachée à la Défense Nationale.

En septembre 1944, les principaux entrepreneurs brésiliens, convoqués par le Président de l'Association commerciale du Rio de Janeiro, capitale du pays à cette époque, se sont réunis, à l'Institut d'économie, pour *"étudier et débattre en régime d'urgence une planification pour l'économie du pays"*. Les participants se sont prononcés pour la *"reconnaissance de la nécessité de planifier immédiatement notre économie, en articulation avec la coopération que les Etats-Unis pourront nous donner dans un objectif d'utilité commune; ce plan doit définir les mesures à prendre et leur ordre de priorité, sans oublier la préparation d'une ambiance capable de rendre possible son exécution rapide et efficace."* (JORNAL DO BRASIL, 23.09.1944)

Apparemment, cette réunion, à laquelle tous les courants -libéraux et interventionnistes- étaient présents, voulait démarquer la position des entrepreneurs face aux décisions autonomes du gouvernement. La création de la CPE, sans prendre en compte les discussions qui se déroulaient, était un exemple de l'autonomisation du gouvernement par rapport aux élites économiques. Dans la déclaration publiée par le Jornal do Brasil il y a deux points intéressants. D'abord, l'articulation envisagée

avec la coopération américaine. Ce point visait le nationalisme économique du gouvernement au moment où l'industrialisation de base était en voie de concrétisation. Ensuite, il y a "*la préparation d'une ambiance*" propice dont l'objectif était certainement celui de rappeler que, sans la participation des représentants des classes productrices à la planification, il était difficile d'avoir un plan représentatif "*de la pensée du pays*" et de "*réveiller dans l'opinion publique l'esprit de coopération indispensable à son exécution*"⁵².

En 1945, avec la rédemocratisation du pays, l'Etat Nouveau arrivait à sa fin sans qu'une véritable politique de développement industriel ait été élaborée. Il est bien vrai que des politiques sectorielles ont été définies, notamment celles concernant l'industrialisation lourde. Mais une stratégie d'ensemble n'a pas été mise au point. Cela revient à dire que les effets dynamiques des grands travaux publics et des grands projets industriels étatiques n'ont pas été étudiés ou prévus.

Les gouvernements Vargas et, surtout, la période 1937-1945 de l'Etat Nouveau, ont, sous le signe de l'autoritarisme, mis tous les secteurs sous la tutelle de l'Etat: la grande agriculture dépendante des politiques de défense du café, l'industrie dépendante des crédits

officiels et des tarifs douaniers, et les travailleurs contrôlés et soutenus par leur ministère. D'une certaine façon, c'était la doctrine positiviste de l'état-providence, façon Rio Grande do Sul, qui s'étendait à tout le Brésil. Le gouvernement fédéral se consolide en tant que processeur-clé du sous-système décisionnel national, subordonnant non seulement les gouvernements régionaux mais aussi tous les autres secteurs de la société.

Le Rio Grande do Sul et les gouvernements Vargas

Le Rio Grande do Sul a eu un rôle essentiel dans la Révolution de 1930, comme nous l'avons vu plus haut. Getulio Vargas et la nouvelle génération du PRR ont été au centre des processus de transformation que nous venons de décrire.

L'analyse de S. Pesavento sur la "nationalisation" de ce groupe régional est éclairante:

"En cherchant le contrôle du pouvoir politique national, le groupe régional se nationalisait, il se conformait aux besoins sociaux actuels, il devenait sensible aux revendications qui dépassaient les limites de la politique partisane du Rio Grande do Sul. Avec cela, il cherchait à étendre sa base d'action et d'appui à tout le pays, revendiquant même le leadership dans une position qu'il avait auparavant combattue, telle que celle de l'intervention de l'Etat dans les relations entre le capital et le travail. Simple arme électorale, pourrait-on dire. Pourtant, il faut remarquer que le PRR se présentait pour l'élection présidentielle après une expérience de 40 ans au pouvoir, maintenant l'opposition maragato-

libertadora éloignée du gouvernement local, et exerçant le contrôle sur la question sociale dans l'Etat.

Ainsi, le projet régional se reformulait, s'adaptait aux nouveaux temps, il incorporait de nouveaux thèmes ou stratégies, dans une perspectives nationale. D'autre part, en projetant sa trajectoire politique hors du Rio Grande do Sul, il abritait d'une certaine façon une tendance à gauchiser le Brésil." (PESAVENTO, 1988, p. 237)

Plusieurs politiques "gauchos" pensaient que le mouvement de 1930 avait été engagé pour substituer la domination du Rio Grande do Sul à celle des deux "principautés" -Sao Paulo et Minas Gerais. Or, le Rio Grande do Sul n'était pas suffisamment fort, surtout en ce qui concerne l'économie, pour s'imposer au reste du pays.

Le groupe de Vargas, plutôt Vargas lui-même, avait compris que le pays avait besoin d'intégration. Les îlots économiques et politiques qu'étaient les Etats ne pouvaient plus subsister. La nation allait s'imposer à la région. Le gouvernement fort et la bureaucratie se sont substitués aux oligarchies. Désormais, le Rio Grande do Sul n'allait plus élaborer de façon autonome ses politiques économiques. Même si le modèle de l'intégration Etat-secteur privé était celui du Rio Grande -l'exemple des syndicats (de la graisse, du maté, etc) a fait partie du programme révolutionnaire-, c'était le gouvernement fédéral qui dirigeait l'action.

C'est ainsi, qu'au cours d'un siècle environ, le Rio Grande do Sul a perdu son autonomie et, par conséquent, une partie de sa cohérence interne, au profit de l'intégration nationale. En effet, la centralisation décisionnelle et le souci d'efficacité ont gommé les projets régionaux. Après 1930, nous avons ainsi assisté à la mise en place de l'intégration fonctionnelle de la nation. C'est le gouvernement fédéral qui décide du rôle de chaque région et des investissements qui y seront réalisés. La nécessité de faire beaucoup et vite a entraîné la concentration des implantations industrielles et des infrastructures dans la région Sud-Est du Brésil, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

§2 - L'ORGANISATION DU SOUS-SYSTEME DECISIONNEL DU PLATEAU

Nous avons vu que le Plateau a d'abord été occupé par les éleveurs³. Les caractéristiques de l'élevage extensif pratiqué au Rio Grande do Sul -les grandes propriétés, une main-d'oeuvre peu nombreuse- et celles spécifiques à la région du Plateau -les sols moins favorables que ceux de la région dominante de la Campanha, le manque de routes rendant l'accès aux marchés plus difficiles- ont engendré une organisation socio-économique très peu dynamique.

A la fin du XIX^e siècle les projets de colonisation ont commencé à occuper les forêts du Plateau, après avoir occupé les zones de forêt de la Dépression centrale. Les nouveaux occupants ont donné un second souffle à la vie économique de la région. Avec les colons, se sont installés les commerçants qui sont très vite devenus le groupe dominant de la région.

Ces trois groupes -les éleveurs, les colons et les commerçants- avaient leurs associations spécifiques. Les éleveurs se réunissaient en Association rurale, les colons en Union coloniale et les commerçants en Association commerciale. Les industriels, d'installation plus tardive, et issus en majorité du groupe des commerçants, se sont intégrés à l'Association commerciale (où, d'ailleurs, ils sont encore aujourd'hui).

L'activité "coloniale" s'est juxtaposée à celle des éleveurs sans heurt. En effet, il n'y avait pas de concurrence entre les deux activités: ni pour la terre, ni pour la main-d'oeuvre, ni pour le marché.

La région s'est transformée sans que pour autant les éleveurs, qui étaient le groupe dominant d'avant la colonisation, aient tellement changé. Le pouvoir économique des éleveurs du Plateau s'est rétréci à travers les crises successives de leur activité et avec la montée des commerçants. En revanche, les associations rurales qui représentaient leurs intérêts ont montré beaucoup de résilience.

La lecture des journaux locaux montre combien les associations rurales sont restées influentes jusqu'aux années 1950. En effet, quand il s'agissait de l'introduction d'un projet nouveau, émanant du gouvernement fédéral ou de l'Etat, ses responsables se rendaient dans les villes les plus importantes qui étaient également les villes les plus anciennes où les éleveurs dominaient largement le pouvoir public. C'est ainsi que quand le gouvernement fédéral a décidé, en 1944, de dynamiser la culture du blé, le directeur du Service d'expansion du blé -SET- s'est rendu à Passo Fundo, un mois après la création de son organisme. Il y a rencontré le maire et les membres de l'Association rurale afin de leur expliquer les plans

du SET (O NACIONAL, 28.02 et 01.03.1944). Nous n'avons trouvé aucune référence à une réunion avec les membres de l'Union coloniale ou de l'Association commerciale, de Passo Fundo ou d'une des autres villes concernées par ce travail, qui seraient peut-être des interlocuteurs plus intéressants: les uns parce qu'ils étaient les cultivateurs du blé, les autres parce qu'ils étaient les détenteurs des capitaux nécessaires pour développer la culture intensive de cette céréale.

Ce comportement du gouvernement, fondé sur la tradition, qui favorisait les grands propriétaires et les associations rurales -et que d'une certaine façon "manquait la cible"- a changé au fur et à mesure que les autres secteurs, notamment les commerçants-industriels, ont transformé leur pouvoir économique en pouvoir politique, non seulement localement mais aussi par rapport au pouvoir extérieur au système régional.

Les associations commerciales du Plateau ont été surtout créées dans les années 1910. Leurs objectifs étaient entre autres:

"-de représenter les classes commerciales et industrielle auprès des pouvoirs publics fédéraux, de l'Etat et municipaux; et de réaliser des études sur la situation économique et sur le développement industriel" (art. 2° des statuts originaux de l'ACI-Ijuí - 1917- apud ACI-Ijuí, 1977, p. 20);
"-d'organiser et d'offrir aux associés (...) des services divers et d'assistance, notamment en ce qui

concerne les questions d'ordre juridique, fiscal et technique, auprès d'entreprises ou d'agences publiques" (extrait des statuts de l'ACI-Erechim -1919- apud ACI-Erechim, 1989, p. 2).

Les associations commerciales se sont organisées à partir d'une impulsion interne, du besoin de se différencier des autres groupes économiques et de se structurer pour le développement.

Les commerçants et les industriels visaient, à travers leurs associations, à acquérir du poids dans leurs revendications auprès du gouvernement de l'Etat: amélioration des transports de marchandises, solution des problèmes d'énergie ou, encore, allègements fiscaux. En même temps, ils cherchaient à perfectionner leur capacité entrepreneuriale à travers la mise à disposition des associés d'une structure d'assistance et de conseil, certainement nécessaire face aux caractéristiques de la plupart des entreprises (petite taille, administration fragile, technique déphasée⁵⁴).

Les intérêts des agriculteurs étaient à leur tour défendus par les unions coloniales créées surtout dans les années 1920. Le modèle était celui des associations des grands cultivateurs et des éleveurs. Leur fondement était de "*promouvoir l'union corporatiste, comme les riziculteurs et les fazendeiros⁵⁵ l'ont déjà fait*" (WEBER, 1987,

p. 98). Un des buts des unions coloniales était de *"coopérer avec les pouvoirs centraux, notamment avec le Ministère de l'Agriculture afin d'obtenir l'amélioration des cheptels, la sélection des semences (...)"* (WEBER, 1987, p. 98).

Compte tenu des informations disponibles, il nous paraît que les unions coloniales ont été créées à partir du besoin des agriculteurs de se défendre face à la centralisation du pouvoir politique et économique. L'organisation des colons a donc été une réaction à une menace venue de l'extérieur de la région. Par exemple, l'Union coloniale d'Ijui a été créée quand le Syndicat de la graisse, produit de la centralisation économique promue par le gouvernement du PRR, devient une menace pour les affaires des agriculteurs (voir la Section 2 de ce chapitre).

Dans un cas d'intérêt général, comme celui de la graisse de porc, les agriculteurs se faisaient représenter par la Ligue des Unions coloniales. Cela montre qu'il y avait la recherche de consensus entre les agriculteurs dans le but de se faire entendre par un gouvernement auquel ils ne participaient pas.

Il est intéressant de rappeler les conditions dans lesquelles les syndicats de l'industrie (de la graisse de

porc, mais aussi du maté, de l'alcool, etc) ont été créés par le gouvernement du Rio Grande do Sul et les réactions des agriculteurs et des commerçants des colonies contre leur action.

Le PRR qui gouvernait l'Etat était foncièrement autoritaire. Selon sa doctrine, le pouvoir devait être exercé par les plus aptes, c'est-à-dire par les détenteurs du savoir scientifique et technique; l'Etat était neutre et, par conséquent, la fonction de gouverner s'identifiait à l'"*administration des choses matérielles*" et non à la domination politique d'une classe. Sous couvert de neutralité apparente, il y a toujours eu la défense des détenteurs du capital qui étaient un des groupes essentiels dans l'alliance qui soutenait le PRR (PESAVENTO, 1988).

Le but visé par le PRR était le progrès dans l'ordre. L'Etat devait se consacrer à la rationalisation de la production.

"Cette rationalisation des secteurs productifs serait obtenue par l'application dans l'économie des procédés de production les plus modernes, issus du progrès scientifique. Pour cela, les entrepreneurs devraient adopter, d'un côté, des façons de produire nouvelles et rationnelles et, d'un autre côté, l'Etat devrait retirer les obstacles à cette modernisation."
(PESAVENTO, 1988, p. 105)

C'est sur ces fondements que le gouvernement a essayé d'organiser la production des industries "naturelles" à travers les syndicats et les sociétés de production⁵⁵, qui sont leur prolongement économique, en fait à travers l'oligopolisation de la production. La direction des syndicats est restée entre les mains des détenteurs du grand capital commerçant et industriel. C'est pourquoi les syndicats étaient dirigés par des commerçants ou des industriels de la région de Porto Alegre⁵⁶.

Les syndicats contrôlaient la qualité et imposaient les prix des produits. Ce système a entraîné une concentration de la production industrielle et une dégradation de la situation des colons, surtout dans le cas de la production de la graisse de porc. Les commerçants des colonies étaient également en situation désavantageuse par rapport aux syndicats.

E. Falkembach remarque que de nombreuses coopératives de producteurs, principalement de producteurs de porcins, se sont constituées en 1929 et 1930 pour affronter les syndicats. Le coopérativisme a fait tâche d'huile à cette époque au Rio Grande do Sul. Après les coopératives des producteurs de la graisse de porc, sont apparues les coopératives de produits laitiers, vinicoles, du bois et du tabac (FALKEMBACH, 1985).

A Ijui, il y a eu un essai de concertation entre les colons et les commerçants selon R. Weber:

"L'Union coloniale appelle à une réunion début avril (1929). Avant d'entreprendre des mesures conjointes (contre le Syndicat de la graisse), les colons et les commerçants devraient concilier leurs intérêts."
(WEBER, 1987, p. 98/99)

Même en soulignant les méfiances réciproques, les commerçants et les colons ont, au terme de la réunion, affirmé le besoin de maintenir l'harmonie entre les deux groupes. Apparemment, la concertation en est restée à ce stade, car les actions concrètes n'ont pas été entreprises conjointement. C'est ainsi que les agriculteurs ont formé leur coopérative et les commerçants les plus forts ont créé des usines dont la technique et la productivité permettaient de concurrencer le syndicat⁵⁷.

La coopérative d'Ijui a d'abord créé une colonie modèle dans le but d'améliorer la technique de l'élevage porcin et la qualité du cheptel. Ensuite, la coopérative a décidé de fonder une usine de conserve et de graisse de porc.

Dans ce processus, les agriculteurs ont essayé de se libérer des intermédiaires, c'est-à-dire des commerçants. En effet, en 1932, la Ligue des Unions coloniales a demandé au gouvernement, pour les coopératives de

production, les mêmes privilèges en matière de commercialisation que ceux octroyés aux syndicats (WEBER, 1987; FALKEMBACH, 1985).

Dans les années 1950, il y avait, au Rio Grande do Sul, environ 600 coopératives consacrées à la commercialisation des produits agricoles⁵⁹, ce qui démontre l'essor du mouvement (FALKEMBACH, 1985). Il faut encore remarquer que l'organisation des producteurs en coopératives est apparue au moment où l'agriculture coloniale commençait à décliner en raison des problèmes que nous avons décrits dans la section précédente.

C'est ainsi, qu'à travers leur association, les agriculteurs ont pu influencer sur la marche des choses et modifier, sinon renverser, le processus mis-en-oeuvre par les syndicats qui consistait à les transformer en producteurs de matière-première sous les ordres et le contrôle des oligopoles.

E. Falkembach souligne l'importance de ces coopératives:

"Ces coopératives ont eu un rôle important dans la régulation du marché des produits coloniaux. En même temps qu'elles éliminaient la spéculation, elles atteignaient des marchés plus éloignés, en diminuant l'oscillation des prix et en donnant plus de sécurité aux producteurs (...) ces coopératives ont été des

instruments de la modernisation de la production."
(FALKEMBACH, 1985, p. 113)

Nous verrons, plus bas, que le mouvement coopérativiste se transformera sous l'égide du gouvernement fédéral, dans les années 1950, pour ne retourner aux sources qu'aux années 1980. La transformation de la fin des années 1950 s'est faite sous le signe de la coopérative entrepreneuriale consacrée au binôme blé-soja. L'échec de ce système de production, inadapté à la structure foncière régional dominée par les petites propriétés, a entraîné le retour aux origines, c'est-à-dire aux produits typiques des petites propriétés -le porc, le haricot, les cultures vivrières en général.

Malgré leur nombre et leur importance économique, les agriculteurs, petits propriétaires, n'avaient pas une participation plus effective à la vie publique. Le système politique de l'époque ne permettait pas en effet que les agriculteurs, petits propriétaires, eussent une participation à la vie publique en accord avec leur nombre et leur importance économique. Sans participer à la vie politique, les agriculteurs n'avaient pas une vue globale de la société et de l'économie ce qui leur aurait permis d'agir au lieu de simplement réagir.

Si le rôle politique des colons a, effectivement, été presque nul jusqu'aux années 1950^{es}, les descendants des immigrants devenus commerçants ou industriels ont très tôt participé au pouvoir.

Cela parce que le PRR a eu une politique d'alliances avec tous les secteurs productifs détenteurs de capital.

S. Pesavento souligne:

"Depuis le début de la République, le PRR a cherché à attirer la bourgeoisie industrielle émergente. C'est dans les Conseils municipaux que les entrepreneurs ont eu une présence politique plus importante. Avec les commerçants et les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie industrielle occupait les places importantes dans chaque communauté, composant les "classes conservatrices". Dans les villes où la petite propriété coloniale dominait et où les éleveurs n'étaient pas présents, les commerçants et les industriels composaient, presque exclusivement, les groupes privilégiés." (PESAVENTO, 1988, p. 239)

Nous pouvons citer plusieurs exemples de la participation des citoyens nantis d'origine non-portugaise à la politique locale. C'est le cas d'Ijuí qui, en recevant le statut de ville en 1912, a eu Francisco Berenhäuser, producteur de graisse de porc, comme premier président du Conseil municipal (ACI, 1977). Parmi les 12 maires, élus ou désignés par le gouvernement de l'Etat, qu'Ijuí a eu entre 1912 et 1950, nous pouvons en compter 6 qui étaient issus de l'immigration (ACI, 1977). Confirmant l'observation de S. Pesavento, nous trouvons à cette

époque plusieurs dirigeants de l'ACI-Ijuí exerçant des fonctions dans la mairie ou dans le Conseil municipal. D'ailleurs, cela se produit dans d'autres villes de la région.

Il n'y a que les villes les plus anciennes, comme Santo Angelo et Passo Fundo, issues de l'occupation du Plateau par les éleveurs, qui ne suivent pas ce modèle. Dans ces villes, le poids politique des éleveurs est resté très important. Les nouveaux arrivés -les immigrants- ne participaient pas au pouvoir. Une étude sur Santo Angelo affirme que le seul nom étranger trouvé dans un rapport de la Mairie de 1929, et dans des documents épars de l'Archive municipale, a été celui de João Ernesto Kruehl, descendant d'agriculteurs arrivés dans la région pour créer la colonie São João Batista (1825)⁶¹, qui était éleveur, comme les autres membres du Conseil municipal. La même étude observe que, plus tard, des noms étrangers apparaissent dans la formation du Conseil municipal, mais que les éleveurs ont contrôlé le pouvoir public jusqu'en 1930 (DA CRUZ, 1986)

L'année 1930 a marqué la fin de la Vieille République. Le vote est désormais secret, ce qui donne une plus grande chance aux plus démunis politiquement de se faire représenter. La dictature de l'Etat Nouveau a interrompu le processus. En 1945, la restauration de l'état

démocratique avec la reprise des élections libres a permis aux agriculteurs, descendants d'immigrants, d'élire leurs représentants à la Chambre des députés de l'Etat, en étendant par là leur réseau.

Aux élections législatives de 1947, sur les 55 députés élus, 24 étaient soit d'origine allemande, soit d'origine italienne. En outre, aux élections de 1954, c'est la *"région coloniale qui a nommé plus de députés que n'importe quelle autre zone de l'Etat"* (ROCHE, 1959, p. 571/572).

Les agriculteurs d'origine non-portugaise sont devenus des électeurs importants tant par leur nombre que par une certaine cohésion ethnique². Toutefois, leurs représentants étaient encore issus des groupes privilégiés. En 1947, par exemple, parmi les 17 députés d'origine allemande élus, il n'y avait que 11 qui avaient fait des études supérieures (ROCHE, 1959).

A la fin de la période analysée (1890-1950), le sous-système décisionnel régional est organisé en fonction directe des activités productives. C'est ainsi que les projets régionaux traduisent les intérêts les plus immédiats des commerçants qui dominaient tant le sous-système décisionnel que le sous-système opérant.

SECTION 4 - ARTICULATION ENTRE LE SOUS-SYSTEME DECISIONNEL
ET LE SOUS-SYSTEME OPERANT - LE NOUVEAU MODE DE FONCTION-
NEMENT REGIONAL ENGENDRE PAR LES TRANSFORMATIONS INDUITES
PAR LA COLONISATION

Pendant la période 1890/1950, le Brésil est passé d'une politique économique libérale à une politique volontariste, d'un Etat décentralisé à un Etat fortement centralisé où l'administration gouvernementale s'autonomise par rapport à la société. L'Etat qui s'est formé dans les années 1930-1945 a façonné le pays. Les gouvernements, démocratiques ou dictatoriaux, se sont depuis lors servi de cette structure, parfois en la nuancant, parfois en la renforçant, mais jamais en la mettant en cause.

Les Etats fédérés, qui pouvaient pendant la Vieille République établir des impôts et, en contrôlant les ressources, prendre des décisions sur la politique économique, perdent cette autonomie à mesure que l'Etat fédéral centralise les ressources dans sa sphère. Les projets régionaux de développement doivent se soumettre de façon unilatérale au projet national. Le gouvernement fédéral s'autonomise non seulement par rapport aux régions mais, quelques fois, par rapport à des groupes organisés nationalement. C'était le cas de l'établissement du plan

national pour l'industrie pendant l'Etat Nouveau que nous avons analysé. Tandis que les discussions se déroulaient entre les spécialistes et les différentes factions du patronat, le gouvernement surprend les parties en présence, en choisissant une voie qui n'était même pas envisagée. Cet événement est significatif de la façon de gouverner implantée au Brésil.

En ce qui concerne l'administration de l'économie, le Brésil n'a eu ni politique agricole ni politique industrielle dignes de ce nom pendant la période analysée dans ce chapitre. Cela est vrai tant pour la Vieille République, libérale, que pour l'Etat Nouveau, volontariste et fort.

Le Rio Grande do Sul a essayé pendant la Vieille République, de mettre-en-oeuvre un projet de développement régional qui visait à l'intégration de tous les secteurs économiques dans le processus d'industrialisation. Ce projet était singulier par rapport au reste du pays qui était plutôt attaché au soutien de l'activité agro-exportatrice fondée sur le café. L'industrie nationale était une activité qui comptait peu de défenseurs; elle se développait en profitant des brèches laissées par les politiques de soutien du café ou de redressement financier du gouvernement fédéral.

L'Etat Nouveau a transformé l'ordre des priorités: une politique de substitution aux importations a été mise en oeuvre, l'industrialisation lourde a commencé à être installée avec la création de la sidérurgie, l'interventionnisme a été adopté comme forme de conduite du développement. Les devises des exportations de café payaient les importations des biens de capital nécessaires à l'industrialisation. Le café était désormais un moyen et non plus une fin.

Les gouvernements Vargas ont changé le cap du développement brésilien, en s'attaquant aux grands problèmes à travers de grands projets, sans pour autant élaborer une politique d'ensemble de l'industrie ou de l'agriculture. C'est pourquoi, les effets des mesures prises par le gouvernement sur la structure de production déjà en place n'ont pas été pris en considération. Par ailleurs, l'intégration des économies régionales au projet national s'est faite selon les "lois du marché", ce qui a contribué à l'intégration fonctionnelle des structures régionales de la production.

En analysant le projet régional du Rio Grande do Sul, nous constatons que lui non plus n'a pas été accompagné d'une planification économique proprement dite. Le secteur commercial était, en dernière analyse, le responsable des décisions sur ce qui devait être produit. Les commerçants

ont été le groupe-clé de l'économie "gaucha" du début du siècle. Ils ont été à l'origine et du capital industriel et du capital financier au Rio Grande do Sul.

La région du Plateau n'a pas échappé à ce processus. Les éleveurs du Plateau n'étaient pas capables de réorganiser leur activité faute de moyens financiers et technologiques. Le Plateau des éleveurs était ainsi très peu dynamique. L'arrivée des colons a introduit des innovations dans le système régional, c'est-à-dire de nouveaux produits agricoles, de nouveaux circuits de distribution, de nouvelles demandes. Ces innovations ont engagé un processus de mise à l'écart des éleveurs, les transformations régionales étant petit à petit réalisées par les commerçants-industriels.

Nous avons vu que l'agriculture coloniale avait une orientation commerciale. Son marché était très large. La graisse de porc, par exemple, était en grande partie exportée. Les colons produisaient ce qui avait été d'abord défini par les commerçants qui se chargeaient du financement et de la distribution de la production. Nous avons également pu constater l'importance des commerçants dans la création de l'industrie régionale, surtout celle en relation avec les produits agricoles: par exemple les scieries, les raffineries de graisse ou les moulins de riz. Ces branches étaient les plus importantes de la

région, contribuant à la production industrielle à la hauteur de 80%, en 1937.

L'artisanat ou le petit capital des immigrants ont été, à leur tour, à l'origine de presque tous les établissements qui fabriquaient des outils et des machines pour l'agriculture et l'agro-industrie. Le marché de cette métallo-mécanique technologiquement faible était régional. La complémentarité au niveau régional entre l'agriculture, l'agro-industrie et l'industrie mécanique représentait, pour celle-ci, une niche protégée. Elle a pu se développer à l'abri de la concurrence externe et s'enraciner dans la région, en créant un marché du travail et un savoir-faire spécifiques. Dans les années 1950, quand les industries régionales s'intègrent vraiment dans un seul ensemble, l'industrie mécanique du Plateau avait déjà atteint un certain seuil qui lui a permis de profiter des opportunités que la nationalisation des marchés et les nouvelles politiques d'incitation offraient.

Le système productif du Plateau a complètement changé sous l'impulsion de la colonisation. L'agriculture et l'industrie se sont substituées à l'élevage. En 1890, le Plateau participait à la hauteur de 15% à la population du Rio Grande do Sul, en 1950 cette proportion était de 30%. La région est devenue la région la plus importante de l'Etat dans la production de la graisse de porc, deuxième

produit d'exportation du Rio Grande do Sul, de maté, de maïs et, plus tard, de blé.

Pourtant, cet accroissement du poids du Plateau ne s'est pas traduit par une plus grande participation aux décisions prises par le niveau central de l'Etat. Au cours des trente premières années de ce siècle, le projet de développement régional avait contribué à subordonner l'ensemble des groupes économiques. Cependant, certains groupes l'étaient moins que d'autres, notamment ceux qui sous l'égide du Parti Républicain riograndense, contribuaient à l'accumulation du capital. Parmi les groupes les plus subordonnés, au contraire, se trouvaient les agriculteurs. Ils subissaient plus que les autres la politique du gouvernement. D'une manière générale, les décisions économiques qui visaient à renforcer l'industrie "naturelle" -à travers l'action des syndicats de production- n'avaient pas le souci d'appuyer prioritairement le producteur agricole qui était pourtant à la base de cette production industrielle. C'est ainsi que les techniques agricoles n'ont presque pas progressé pendant toute la première moitié de ce siècle. La situation de l'agriculture était telle que J. Roche l'a décrite dans la conclusion de son étude sur la colonisation allemande au Rio Grande do Sul:

"Certes, le monde pastoral, autrefois prépondérant, s'est sclérosé dans le système de la grande propriété;

il a été dépassé par le monde agricole. Mais le régime de la petite propriété est lui-même parvenu à un tournant du point de vue technique et social, car il sera bientôt son propre destructeur s'il n'abandonne pas sa "hache iconoclaste". Les deux classes doivent maintenant briser le cadre rigide de la propriété et rompre avec les méthodes surannées et l'exploitation extensive si elles ne veulent pas considérer leur mission comme accomplie et disparaître en laissant la place à une nouvelle organisation de l'économie et de la société qui tentera de résoudre les problèmes auxquels elles se heurtent dès aujourd'hui." (ROCHE, 1959, p. 583)

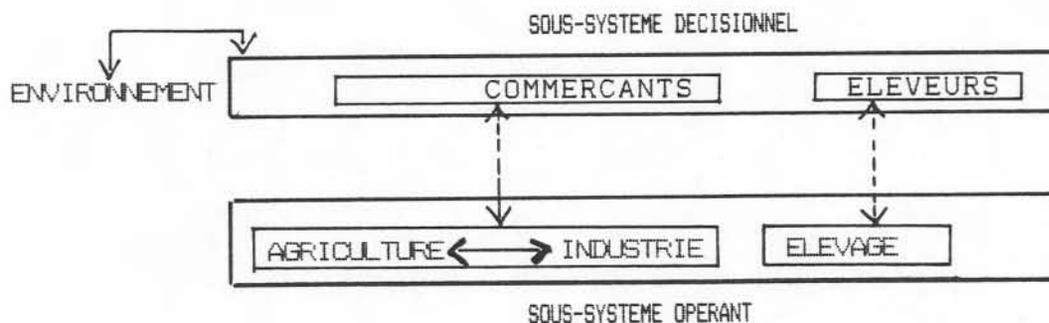
Les commerçants et les industriels étaient, à côté des éleveurs, les groupes privilégiés dans l'alliance qui soutenait le PRR. Mais là aussi, il y avait des différences selon l'influence et la dimension du capital détenu. Face à la hiérarchie existante dans la fonction commerciale, dont la capitale occupait le sommet, les commerçants-industriels du Plateau pesaient moins que ceux de la région de Porto Alegre. Les éleveurs du Plateau étaient à leur tour partie prenante du pouvoir central du Rio Grande do Sul, mais leur secteur n'était pas prioritaire dans le cadre du projet de développement du PRR.

Chacun de ces groupes, les colons-agriculteurs, les commerçants-industriels et les éleveurs, a essayé de défendre ses intérêts à travers l'association sectorielle, soit très tôt, comme dans le cas des associations rurales et des associations commerciales, soit plus tardivement,

comme dans le cas des unions coloniales et des coopératives de production postérieures.

Quelques fois, les associations commerciales et les unions coloniales se sont alliées politiquement pour affronter des menaces qui pesaient sur l'économie régionale, comme dans l'épisode du Syndicat de la graisse, à la fin des années 1920. Mais chaque groupe recherchait ses propres solutions. Dans le cas de la graisse, par exemple, les agriculteurs ont réagi contre l'oligopole à travers la création des coopératives ce qui contrariait les intérêts des commerçants. Le retour du mouvement coopératif, après la tentative avortée d'implantation de ce mouvement au début du siècle, sous la pression du secteur commercial, annonce une rupture des liens entre agriculteurs et commerçants. La coopérative représentait, en effet, pour les agriculteurs, la possibilité de se délivrer du commerçant-intermédiaire et, par conséquent, de mieux maîtriser leur propre activité.

Le schéma ci-dessous synthétise le fonctionnement de la région pendant la période analysée:



Il s'agit d'une organisation simple où le centre était occupé par les commerçants, secondé par les éleveurs en décadence. Ces deux groupes dominaient le pouvoir public local et le système s'informait à travers leurs relations avec l'environnement. Du point de vue de la structure productive, il n'y a pas de rapports entre l'élevage et l'agriculture et l'industrie. Nous avons constaté les méfaits d'une telle dissociation en ce qui concerne la capacité à accumuler, d'un côté, et la dégradation des surfaces cultivables, d'un autre côté. L'agriculture et l'industrie sont complémentaires et dépendantes du secteur commercial qui est, pendant une longue période, le seul intermédiaire, dominant toute la distribution et le financement. Les coopératives ne bouleverseront ce schéma

qu'à partir des années 1950, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Si les groupes économiques du Plateau n'ont pas été au coeur des décisions, ils ont, néanmoins, montré leur capacité à s'organiser pour maintenir leurs positions, et, même, à progresser dans la maîtrise de leur activité comme nous l'avons remarqué en abordant les coopératives de production.

Ils ont pris conscience notamment de l'importance de compléter leur organisation en tant que "classe" par leur représentation parlementaire. Ce qui s'est traduit à travers les résultats des élections de 1947 où les régions de colonie ont élu des représentants compromis avec leurs intérêts. Il y avait ainsi un député "de la graisse", un député "du maté" et ainsi de suite.

Cette qualité d'organisation sera fort utile pendant la période de modernisation et d'intégration de l'économie brésilienne débutée dans les années 1950.

NOTES

1- Les frontières du Rio Grande do Sul n'ont été définies qu'en 1851 (ROCHE, 1969, p. 12). En plus, avec ses 300.00 km², la province ne comptait que 100.000 habitants.

2- Le Royaume-Uni avait aboli la traite depuis 1807, après 18 ans de discussion au Parlement. En 1827, toujours au Royaume-Uni, la traite est assimilée à la piraterie, passible de la peine de mort. L'esclavage est aboli dans ce pays en 1833. "En Angleterre les libres-échangistes avaient fait voter, en 1846, le *Sugar Dutie Act* qui, par l'abaissement des droits, mettait fin au monopole sucrier des Antilles anglaises, et favorisait ainsi les pays à esclaves, qui produisaient à meilleur compte. L'*Anti-Slavery Reporter* qualifie cette loi de 'produit de la piraterie et de la trahison'. En 1844, le nombre d'esclaves tirés d'Afrique par le Brésil était tombé à 26.000; en 1847, il était remonté à 55.000." (DESCHAMPS, 1971, p.218). En 1850, le Premier Ministre britannique autorise la Marine royale à pénétrer dans les eaux territoriales brésiliennes pour arrêter les négriers. En juin 1850, un négrier est brûlé par les anglais dans les ports de Rio de Janeiro. La chambre de députés exige la guerre contre les anglais, mais le gouvernement décide de proposer l'abolition de la traite, assimiler le trafic à la piraterie et, ainsi, faire cesser les incidents. En 1853, aucun fait de traite n'était plus signalé par les anglais.

3- Voir les articles 17 et 18 de la Loi 601 du 18 septembre 1850, de l'Empire (apud HÖRMEYER, 1986, p. 106/111).

4- En fait, les conditions imposés aux immigrants-travailleurs étaient draconiennes. En plus, maintes fois, ce qui leur était promis avant de partir par l'agent d'immigration, n'était pas respecté à l'arrivée.

5- Les 2 autres villes ont été fondées pour Santo Angelo en 1707 et 1827 pour Passo Fundo.

6- Voir l'Annexe 1 qui montre les sous-divisions territoriales successives du Rio Grande do Sul jusqu'en 1980.

7- Les frigorifiques Armour, Swift et Wilson s'installent à Santana do Livramento et à Rio Grande, au Sud de l'Etat, pendant la période 1917-1918 (BRUM, 1988, p. 24).

L'implantation des frigorifiques annonce la fin des "charqueadas", c'est-à-dire des usines productrices de viande séchée qui ont dominé, avec les éleveurs de bovins, la société et l'économie du Rio Grande do Sul de la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1930. Pendant longtemps la viande séchée a été le premier produit d'exportation du Rio Grande do Sul, "seulement en 1940, pour la première fois, l'importance de la viande traitée dans les frigorifiques et des usines de conserves dépasse celle de la viande séchée" (ROCHE, 1959, p. 30). Les "charqueadas" étaient localisées au Sud de l'Etat, proche de leur source majoritaire de matière-première.

8- En 1922, il n'y avait que 11 caisses rurales en fonctionnement au Rio Grande do Sul (MUELLER, 1983, p. 173).

9- La participation des ventes dans les zones rurales par rapport aux ventes totales était de plus de 60% dans les nouvelles colonies (ROCHE, 1969, vol. II, p. 424).

10- Voir notamment: RS: a economia e o poder nos 30 (1980); RS: agropecuaria colonial e industrialização (1983); A Burguesia Gaucha - Dominação do Capital e

Disciplina do Trabalho - RS 1889-1930 (1988); publiés à Porto Alegre par les éditions Mercado Aberto.

11- En 1850, J. Hörmeyer publie, en Allemagne, un guide sur le Rio Grande do Sul, à l'intention d'émigrés potentiels. De la lecture de ce guide, il ressort qu'en définitive les colons n'étaient pas tous des agriculteurs. En fait, J. Hörmeyer analyse les perspectives de succès au Rio Grande do Sul de plusieurs professions. Il regroupe les professionnels en cinq types, dans l'ordre: les artisans, les artistes et les intellectuels, les agriculteurs, les fabricants et les commerçants. Il analyse assez longuement les activités artisanales, commerciales et celles des fabricants, donnant des détails sur les gains possibles, la concurrence, l'imposition et les financements. Un tel souci paraît démontrer que beaucoup des candidats à l'immigration étaient des travailleurs urbains et, parfois même, des petits bourgeois.

12- Cet échantillon a été choisi par le Secrétariat à l'industrie et au commerce du Rio Grande do Sul dans le cadre du projet "Axes Industriels" de 1983-1985.

13-

Premier prix:

Berenhäuser, Franke e Cia	graisse de porc
Bos e Irmao	bois
Cooperativa de Consumo	beurre en boîte
Francisco Bittmann	vinaigre
Ernesto Schepcke	pâtisserie
Gomes e Cia,	tabac et cigaretttes
Adolpho Fischer	tabac en feuilles

Deuxième prix:

Bos e Irmao	farine de blé
Francisco Panichi	bois
Germano Boenemann	tabac en feuilles

Troisième prix:

Guilherme Klever	miel
Izidoro Thomé da Cruz	maté
Leopoldo Kettenhuber	maté
Cassiano Alegretti	fromages

Mention spéciale:

Henrique Knudsen	bière
Fernando Goerken	eau-de-vie
Henrique Appel Filho	huiles végétales

14- Après des décennies d'une exploitation dévastatrice des forêts, celles-ci ne couvrent aujourd'hui que 2% du territoire du Rio Grande do Sul. Cette situation a entraîné le déclin de l'industrie du bois qui devient évident dans les années 1980 (SIC, 1983a).

15- Cet établissement était mixte: il raffinait la graisse de porc et il produisait aussi de la viande. Il n'y a pas de précisions sur le type de viande produite mais, étant donné l'importance de l'élevage bovin dans cette commune, nous pouvons penser qu'il s'agissait tant de la viande de porc que de la viande de boeuf.

16- L'établissement mixte installé en 1931 à Santo Angelo était propriété de la Société de la Graisse. Rien que pour sa taille, ce frigorifique représentait certainement une menace en ce qui concerne la concurrence pour l'obtention de la matière-première.

17- Les "Unions coloniales" étaient des associations créées par les colons pour défendre leurs intérêts. Les commerçants liés aux colonies faisaient partie de ces "unions".

18- Le prochain chapitre détaillera ces changements.

19- Pour compatibiliser les données disponibles de 1937 et de 1954, nous avons élaboré le tableau suivant:

NOMBRE D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES
A IJUI, PASSO FUNDO, SANTA ROSA ET SANTO ANGELO
1937 ET 1954 EN POURCENTAGE

TYPE D'ENTREPRISE	1937a	1954b
MATIERES-PREMIERES D'ORIGINE VEGETALE	44	70
Fabrication de pâtes	5	-
Torrefaction de café et moulin de riz	11	5c
Moulin de blé	17	25
Fabrication de bonbons	11	-
Moulin de maté	-	25
Huiles végétales	-	10
Amidon	-	5
MATIERES-PREMIERES D'ORIGINE ANIMALE	56	30
Frigorifique	17	10d
Raffinerie de graisse	11	15
Fabrication de saucisson	17	-
Produits laitiers	11	5
TOTAL	18 entreprises	20 entreprises

Sources: 1937 - Diretoria Geral de Estatística do RS
1954 - Enciclopédia dos Municípios Brasileiros

Notes: a- Entreprises avec plus de 5 employés (en moyenne), sur 62 entreprises.
b- Les entreprises principales selon la source.
c- Seulement moulin de riz.
d- Un frigorifique de porc (viande et graisse) et un frigorifique de viande de boeuf.

20- En 1957, le Rio Grande do Sul produisait 85% du blé du Brésil (Correio do Povo, 04.08.57).

21- Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la population totale et urbaine du Brésil, de la région Sud-Est (Minas Gerais, Espírito Santo, Rio de Janeiro et Sao Paulo), de la région Sud (Parana, Santa Catarina e Rio Grande do Sul) et du Rio Grande do Sul, entre 1940 et 1950:

EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE ET URBAINE
BRÉSIL - 1940/1950
POPULATION PAR 1.000 HABITANTS, TAUX %/AN

REGIONS	1940			1950			TAUX DE CROISSANCE	
	TOTALE	URBAINE	U/T %	TOTALE	URBAINE	U/T %	TOTALE	URBAINE
Sud-Est	16.346	7.232	39	22.548	10.721	48	2.08	4.02
Sud	5.735	1.590	28	7.841	2.313	30	3.17	3.82
RS	3.321	1.034	31	4.165	1.422	34	2.29	3.24
Brésil	41.236	12.880	31	51.944	18.783	36	2.34	3.64

source: FIBGE - Recensements généraux 1940, 1950

22- Le Brésil exportait à cette époque autour de 70.000 t de maté qui rapportaient en devises presque autant que le tabac et le caoutchouc (FIBGE, E.H.B., vol. 3, p. 309, 313, 314).

23- Apparemment, les fonctionnaires chargés de libérer les exportations de la coopérative s'y refusaient sous l'influence des grands exportateurs de l'Etat. La coopérative était alors obligée de vendre sa production aux grandes entreprises au prix de revient (WEBER, 1987).

24- En 1982, la production de maté du Rio Grande do Sul a été de seulement 15.900 t (SIC, 1985b).

25- Il est intéressant d'observer que 9 des 13 entreprises mécaniques de la liste de l'Encyclopédie sont toujours en activité (SIC, 1985a, b).

26- L'expérience du chef d'entreprise suffisait pour se diversifier vers les machines agricoles. Les exemples sont nombreux: Fuchs, d'Ijuí, passe de la production de presseoirs de graisse et de machines pour la fabrication de briques à la fabrication de triturateurs et de mélangeurs dans les années 1950, et, depuis 1957, à la fabrication de charrues à disques (REICHARDT FILHO, 1988); les frères Kepler, de Panambi, installés en 1925, fabriquent d'abord des charriots et des outils (rateaux, pelles, etc), après, en 1935, il s'associe à Weber et ils commencent à produire des moulins de riz; nous les rencontrons en 1954 fabricant des trieuses (interview 1989); Rogowski, de Santo Angelo, "avec le savoir-faire acquis dans l'atelier de réparation mécanique de son père, a produit: des gazogènes pendant la II^e Guerre, de machines frigorifiques et des machines pour l'industrie d'huile végétales dans l'après-guerre, la première charrue à disque à traction mécanique du Brésil en 1952, et, en 1955, le premier semoir-distributeur d'engrais" (A TRIBUNA, 29.11.73) -selon le journal, Rogowski n'installe une usine proprement dite qu'en 1963.

27- Ce paragraphe est fondé sur les analyses suivantes: Mueller, 1983; Faoro, 1987, Pesavento, 1988.

28- Pendant l'Assemblée constituante de 1891.

29- S. Pesavento (1988) remarque l'amplitude du concept d'industrie au début du XX^e siècle. Au niveau national on appelait "industrie" les activités: extractive, agricole, manufacturière, commerciale et de transport. L'industrie manufacturière pouvait s'exercer dans de simples ateliers ou fabriques artisanales ou dans des usines. Tout dépendait de l'administration chargée de la classification. Au Rio Grande do Sul, une question d'ordre politico-idéologique s'ajoutait aux problèmes de classification. "Il fallait affirmer le caractère progressiste de l'Etat et accomplir un programme de développement global de l'économie (...)" (PESAVENTO, 1988, p. 118/119). Il nous paraît que le gonflement des statistiques peut avoir été un des reflets de ce besoin d'affirmation du progrès.

30- Surtout à partir du gouvernement de Prudente de Moraes (1894-1898) quand les secteurs urbains ont essayé de s'imposer aux secteurs ruraux. La politique économique du ministre des finances, Ruy Barbosa, a entraîné le pays à une spéculation en bourse qui a fait, dans un premier temps, croître la capacité de production industrielle. Ensuite, beaucoup de nouvelles entreprises ont fait faillite, démoralisant les défenseurs de l'urbanisation et des activités urbaines.

31- Le Centro Industrial do Brasil -Centre industriel du Brésil- est fondé en 1904, à Rio de Janeiro, le Centro das Industrias de São Paulo -Centre des industries de São Paulo- en 1928 (MUELLER, 1983), le Centro da Industria Fabril -Centre de l'industrie manufacturière- au Rio Grande do Sul, en 1930 (PESAVENTO, 1988). Les associations du Rio de Janeiro et de São Paulo sont nées sous le signe de la recherche d'une identité et de la défense des tarifs douaniers. L'association du Rio Grande do Sul est fondée pour marquer le distancement des industries par rapport au gouvernement de l'Etat qui désormais se refusait à plaider pour la non-intervention de l'état dans les relations du travail (sur cette question voir S. Pesavento, 1988).

32- L'autre problème majeur était l'insuffisance du réseau routier.

33- Pour aider leur perpétuation au pouvoir, les oligarchies dominantes disposaient de l'instrument dénommé "reconnaissance de pouvoirs", à travers lequel, après les élections parlementaires, le Congrès ratifiait ou non le résultat des urnes. Cet instrument servait à éloigner des candidats jugés non convenables par le groupe au pouvoir. Justement en mai 1930, le Congrès ne reconnaît pas les candidats élus avec l'appui des gouvernements de Minas Gerais et de la Paraíba, ouvrant ainsi une crise politique qui a réalimenté l'opposition (MUELLER, 1983).

34- Il ne faut pas oublier que l'Alliance libérale était formée et appuyée par de groupes qui allaient des "lieutenants" nationalistes, anti-oligarchiques, des fractions de la gauche, aux oligarques mécontents.

35- Alberto Torres avait été: député, gouverneur, ministre de la Justice et ministre du Tribunal supérieur.

36- Le Code des eaux et le Code des Mines, en 1934.

37- Ce concept a été formulé par Karl Loewenstein à partir de son étude sur l'ère Vargas: *Brazil under Vargas* (FAORO, 1987).

38- Le président Washington Luiz aurait dit que le problème social au Brésil était plutôt un "cas de police".

39- La chronologie des lois pendant la période 1930-1934 a été la suivante:

1930- Loi des 2/3 - deux tiers des employés devraient être brésiliens

1931- Loi sur le travail féminin

Loi sur le travail des mineurs

1932- Loi sur la carte de travail - chaque travailleur est détenteur d'un carnet où tous ses contrats de travail, les dates d'embauche et de licenciement, les arrêts de travail et les périodes des vacances, enfin tous les événements de la vie professionnelles doivent être inscrits. Ce document existe toujours.

Loi sur les contrats collectifs

Loi sur la journée de travail de huit heures avec le congé hebdomadaire payé

1933- Loi sur les vacances annuelles rémunérées

Loi sur l'ampliation de la Sécurité sociale.

40- Le salariat urbain industriel au Brésil a été formé par une majorité d'immigrants, surtout des italiens. Beaucoup d'entre eux connaissaient les luttes ouvrières dans leurs pays d'origine et se sont mis à organiser les ouvriers pour leurs revendications.

41- La Constitution de 1934 modifie cette loi, rendant aux syndicats leur liberté. Le coup d'Etat de 1937 et sa Constitution ont repris les principes de 1930 qui n'ont été changés que par la Constitution de 1989.

42- Le tableau ci-dessous montre la balance commerciale du Brésil pendant la période 1930-1945:

ANNEE	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDES FOB	SOLDE DETTE
	FOB	QUANTITE	FOB	QUANTITE		
1930	65.746	111.0	53.619	61.9	12.127	267.173
1931	49.544	120.4	28.756	43.5	20.788	276.985
1932	36.630	83.6	21.744	39.1	14.886	-
1933	35.790	104.6	28.132	56.6	7.658	-
1934	35.240	113.9	25.467	63.0	9.773	-
1935	35.012	125.9	27.431	71.1	5.581	-
1936	39.069	134.3	30.060	73.4	9.003	-
1937	42.530	130.1	40.608	88.3	1.922	-
1938	35.945	159.5	35.916	82.9	29	-
1939	37.298	166.1	31.801	77.1	5.497	-
1940	65.939	137.0	65.987	63.3	-48	-
1941	84.103	156.3	69.089	64.1	15.014	-
1942	94.227	126.2	58.988	45.2	35.239	-
1943	109.674	131.2	78.270	50.9	31.404	-
1944	135.282	143.8	102.516	65.5	32.766	-
1945	-	153.6	-	68.2	43.731	176.407

Source: MUELLER, 1983, p. 212 et 214, Tabelas VI.1 et VI.2

43- Cette proportion est d'ailleurs restée inchangée jusqu'au début des années 1960, quand elle a commencé à augmenter: 18% en 1964, 33% en 1970, 74% en 1974 et 103% en 1976 (MUELLER, 1983).

44- Les 10 contrats de financement de projets agro-industriels ont été distribués parmi les villes suivantes: Pelotas (3 contrats), Caxias do Sul (3), Lajeado (1), Porto Alegre (1) et Cachoeira do Sul (2), c'est-à-dire que les villes du Plateau n'ont reçu aucun financement de ce type.

45- Les 48 contrats de financement de projets industriels ont été distribués parmi les villes suivantes: Porto Alegre (12 contrats), Caxias do Sul (20), Pelotas (5), Rio Grande (2), Cruz Alta (1), Cachoeira do Sul (5), Uruguaiana (2) et Livramento (1).

46- La CME-Coordination de la mobilisation économique traitait de tous les aspects de l'économie. Selon une nouvelle apparue dans le Correio do Povo du 29.10.1944, le coordinateur de la CME, en visite au Rio Grande do Sul, avait discuté des problèmes économiques de l'Etat: la culture du riz, le bois, la viande, le vin et les transports. En effet, la "CME a été conçue comme un organisme doté d'une vision d'ensemble et d'unité d'action, ayant autorité de supervision sur toutes les activités économiques, capable d'orienter et d'inciter sur le plan interne les mines, l'agriculture et les manufactures; de favoriser les recherches et de détecter les défaillances de la structure économique; de contrôler l'importation et l'exportation; de coordonner les transports; de planifier, diriger et surveiller le rationnement de combustible et d'énergie; d'intervenir sur le marché du travail, en décidant de l'allocation de la main-d'oeuvre; de fixer les prix et les quantités de marchandises et de services, etc.

La CME a été structurée de manière à subordonner presque la totalité des organismes étatiques ou para-étatiques responsables de régulation de la production et du commerce. La coordination a créé des organismes spécifiques de contrôle de la commercialisation des biens de consommation, des matières premières et des équipements." (DRAIBE, 1985, p. 111)

47- Le gouvernement a entrepris, pendant la période 1931-1934, une politique de défense du café qui consistait dans l'acquisition et l'incinération du produit par l'Etat. Cette pratique a permis le maintien de la rente du secteur agro-exportateur -le

café participait à la hauteur de 70% aux exportations- et, par conséquent, de la demande agrégée (MUELLER, 1983).

48- L'exception a concerné l'industrie textile qui était surdimensionnée au début des années 1930 et qui n'a pas eu l'autorisation de se rééquiper jusqu'à la fin de la période (1945) (MUELLER, 1983).

49- La CREAM, tout au début de son fonctionnement, ne pouvait pas financer l'implantation d'unités nouvelles. Elle ne finançait que les investissements en machines et l'acquisition de matières-premières (DRAIBE, 1985).

50- Ces discussions ont été entamées entre le gouvernement et les industriels. Aucune formule consensuelle est sortie de ces discussions et le problème du financement des investissements industriels n'a été résolu que dans les années 1950 avec la création de la BNDE-Banque nationale de développement économique.

51- A la fin de la période (1944) les journaux montraient que l'énergie était un des plus graves problèmes auxquels étaient confrontées les communautés locales:

a- Les éditions de cette année du Correio Serrano, d'Ijuí, commentent souvent le manque d'énergie électrique qui serait "le responsable de la fermeture de beaucoup d'industries de la ville". La situation générale à Ijuí était moins grave qu'à Passo Fundo, par exemple, mais ses industries étaient plus atteintes à cause de leur impossibilité financière d'avoir leurs propres générateurs.

b- L'édition du 28.09.1944 du Correio do Povo, de Porto Alegre, publiait une interview avec le président du Centre des industries manufacturières du Rio Grande do Sul, Herbert Bier, dans laquelle ce dirigeant déclarait: "(...) la question du crédit est secondaire (...) il nous est essentiel de disposer de plus d'énergie électrique (...). Sans la solution à ce problème, nous ne devons pas penser à augmenter l'activité industrielle."

c- Le Jornal do Brasil, du Rio de Janeiro, capitale fédérale à cette époque, dans son éditorial du 26.01.1944, intitulé "La houille blanche et le Brésil", parle de l'importance de l'énergie électrique pour le développement, le cas de São Paulo en serait un exemple. Le développement industriel de cet Etat avait été possible grâce à la disponibilité en énergie électrique. São Paulo était l'Etat qui disposait du plus grand nombre d'usines génératrices et c'était dans son territoire qu'était localisée l'usine hydroélectrique de Cubatão, la plus grande du Brésil et une des dix plus grandes usines du monde.

Trois ans après 1944, le problème de l'énergie électrique n'était pas encore résolu, au moins pour Ijuí et Santo Angelo. L'O Minuano, de Santo Angelo, du 22.06.1947, disait que le problème de l'énergie électrique de la ville était en voie de solution avec la construction d'une usine sur le fleuve Ijuizinho qui serait opérationnel dans 16 mois. Il s'agit de l'usine municipale d'Ijuí, construite par le gouvernement du Rio Grande do Sul et la ville d'Ijuí.

Les transports étaient également une préoccupation constante:

a- L'entreprise Dambroz e Piva, le plus grand fabricant de tonneaux de l'Etat, localisée à Carazinho, ville voisine de Passo Fundo, avait fermé parce qu'elle n'avait pas pu s'assurer le nombre de wagons nécessaires au transport de sa production. L'utilisation de camions augmenterait environ 1.000 le coût de transport (CORREIO DO POVO, 28.09.1944).

b- L'insuffisance du transport ferroviaire, et les difficultés imposées au transport maritime par la Deuxième guerre et au transport fluvial par la sécheresse ne laissaient d'autre option que le transport routier. Mais dans ce cas, il n'y avait pas de camions suffisants. La Fédération des Associations commerciales du Rio Grande do Sul informait que l'Etat avait besoin, au moins, de 800 à 1.000 camions nouveaux et des pièces de

remplacement en accord avec ce nombre (CORREIO DO POVO, 12.01.1944).

c- L'édition du Correio do Povo du 10.10.1944 titrait: "Le Rio Grande do Sul redeviendra-t-il un Etat sans routes?". La matière informait qu'en 1937 l'Etat comptait 420 km de bonnes routes, en 1944 ce nombre était de 5.000 km. L'entretien insuffisant du réseau routier le mettait en péril.

52- Les citations sont de Roberto Simonsen (apud DRAIBE, 1985, p. 115) qui était le leader des entrepreneurs dans les discussions sur l'organisme central de planification.

53- Entre 1732 et 1822 toutes les zones de champs du Rio Grande do Sul ont été occupées par les éleveurs (BRUM, 1988).

54- Le tableau ci-dessous présente les données sur la structure des entreprises industrielles au Rio Grande do Sul. Nous n'avons pas les données concernant le Plateau, mais, vu la structure que nous avons analysée plus haut, nous pouvons considérer que la part des entreprises individuelles et des sociétés de personnes y était encore plus importante que celle montrée par le tableau.

RIO GRANDE DO SUL
STRUCTURE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
1920-1950

TYPE	NOMBRE			CAPITAL			en pourcentage PRODUCTION		
	1920	1940	1950	1920	1940	1950	1920	1940	1950
ENTREPRISES INDIVIDUELLES	69	64	65	18	14	17	ND	18	14
SOCIETES DE PERSONNES	28	25	18	30	20	12	ND	27	16
SOCIETES DE CAPITALUX	3	11	15	52	66	65	ND	55	65
AUTRES	-	-	2	-	-	6	ND	-	5

Source: Recensements 1920, 1940 et 1950 apud ROCHE, 1959.

55- "Fazendeiro" est le propriétaire d'une très grande superficie de terres; à l'époque, le "fazendeiro" était normalement un éleveur.

56- Nous rappelons qu'il y avait une sorte de hiérarchie dans l'activité commerciale (qui était à l'origine du capital industriel):

1) les commerçants ruraux > 2) les commerçants mi-grossistes des villes des régions de colonisation > 3) les grossistes de Porto Alegre qui dominaient le secteur.

57- Le Frigorifique Serrano, d'Ijuí, est un exemple de ce type d'usine. Cette entreprise a été fondée en 1934 par un ancien commerçant qui avait été agent acheteur d'une grande raffinerie de graisse de porc -la J. Renner- et qui avait appartenu au syndicat (WEBER, 1987). Cette entreprise a été une des plus importantes d'Ijuí. Elle a fermé ses portes au début des années 1980. Au moment de la fermeture, elle avait encore 200 employés.

58- L'Instituto Municipal de Educação Assis Brasil, d'Ijuí, a ses racines dans la colonie modèle (WEBER, 1987).

59- Pour lutter contre les intermédiaires, les colons ont essayé depuis 1903 (dans l'ancienne colonie allemande) et 1911 (dans l'ancienne colonie italienne) à créer des coopératives. Certainement, ces premières tentatives se sont inspirées du jeune mouvement coopératif européen. Au contraire des coopératives européennes, les coopératives au Rio Grande do Sul ont été créées sous la protection de l'Etat. Les coopératives créées à cette époque étaient des coopératives mixtes et les sociétaires étaient de petits agriculteurs. Comme partout ailleurs, ces coopératives ont rencontré l'opposition des commerçants qui ont forcé l'Etat à retirer son appui à l'expérience.

Les coopératives sont défaites en 1913. Le mouvement coopératif ne s'est reconstituée que, depuis la Deuxième guerre.

60- J. Roche affirme: "Pendant tout le XIX^e siècle et presque toute la première moitié du XX^e siècle le rôle politique des Teuto-Riograndenses (les allemands du Rio Grande do Sul) a été à peu près nul. Les grands propriétaires, d'origine lusitanienne, ont contrôlé toute la politique locale, régionale et parfois même nationale" (ROCHE, 1959, p. 551). Cette affirmation est vraie en ce qui concerne les colons-agriculteurs. Elle est beaucoup moins précise quand il s'agit des groupes d'origine allemande ou italienne qui se sont installés dans les villes et qui ont accumulé de capital.

61- Cette colonie a complètement échoué à cause de son isolement et de la taille réduite des marchés environnants. Les colons qui sont restés dans la région se sont intégrés à la société dominée par les éleveurs, devenant parfois eux-mêmes des éleveurs.

62- Selon J. Roche, plusieurs candidats faisaient circuler leurs propagandes dans les colonies écrites en allemand (ROCHE, 1959). La même chose doit avoir eu lieu dans les colonies italiennes.